

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

7 janvier 2013

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)

Économie, Consommateurs et Mer du Nord

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

7 januari 2013

ALGEMENE BELEIDSNOTA (*)

Economie, Consumenten en Noordzee

Documents précédents:

Doc 53 **2586/ (2012/2013):**

001: Liste des notes de politique générale.

002 à 027: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

Voorgaande documenten:

Doc 53 **2586/ (2012/2013):**

001: Lijst van beleidsnota's.

002 tot 027: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie		
PS	:	Parti Socialiste		
MR	:	Mouvement Réformateur		
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams		
sp.a	:	socialistische partij anders		
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen		
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten		
VB	:	Vlaams Belang		
cdH	:	centre démocrate Humaniste		
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones		
LDD	:	Lijst Dedecker		
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie		

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes:</i> Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.lachambre.be e-mail : publications@lachambre.be	<i>Bestellingen:</i> Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail : publicaties@dekamer.be

1. Introduction

Nous poursuivons la mise en œuvre d'une politique ambitieuse de modernisation de l'économie, visant à améliorer le fonctionnement des marchés, au bénéfice de la compétitivité de nos entreprises, du bien-être de leurs employés et du pouvoir d'achat des consommateurs. Les consommateurs doivent pouvoir s'appuyer sur des marchés concurrentiels et bien réglementés pour faire les choix qui leur apportent le plus de satisfaction, tandis qu'une politique de concurrence dynamique s'appuie sur des consommateurs qui peuvent choisir en toute confiance. Dans un tel contexte, les entreprises fourniront non seulement davantage de bien-être aux consommateurs, mais susciteront également davantage de croissance de l'économie et de la productivité.

Les lignes de force de la politique de réglementation économique et de protection des consommateurs peuvent se résumer comme suit:

- Codification du droit économique: le droit économique n'a jamais fait l'objet d'une codification. Il s'ensuit que les entreprises sont soumises à diverses réglementations économiques, dont certaines doivent être rafraîchies, tandis que les consommateurs sont protégés par des réglementations morcelées. La codification devrait rendre le droit économique plus cohérent, au bénéfice de la compétitivité de nos entreprises et de la protection des consommateurs.

- Maîtrise des prix et de l'inflation: une politique de concurrence ambitieuse centrée sur les secteurs clés de notre économie et une analyse et une maîtrise effectives des prix seront mises en place, dans le but de soutenir la croissance, d'enrayer les pressions inflationnistes, d'améliorer la compétitivité de nos entreprises, d'assurer une formation correcte et transparente des prix et de soutenir le pouvoir d'achat des citoyens.

- Protection effective des consommateurs: dans un contexte où les produits et services deviennent de plus en plus complexes, l'objectif sera d'assurer que les consommateurs, conscients de leurs propres préférences, choisissent les produits ou services qui correspondent le mieux à leurs besoins. Pour ce faire, il est crucial qu'ils connaissent leurs droits, comprennent quand ceux-ci ont été violés, et le cas échéant, portent plainte et demandent réparation. Outre le *consumer empowerment*, il convient également de fixer les conditions de marché et d'octroyer aux consommateurs les moyens nécessaires pour agir de manière active, par exemple l'instauration de l'action de groupe.

1. Inleiding

We gaan verder met het voeren van een ambitieus moderniseringsbeleid voor de economie, teneinde de marktwerking te verbeteren ten gunste van de concurrentiekracht van onze bedrijven, het welzijn van hun personeel en de koopkracht van de consument. De consumenten moeten kunnen terugvallen op concurrerende en degelijk gereguleerde markten zodat ze de voor hen meest bevredigende keuzen kunnen maken, terwijl een dynamisch mededingingsbeleid steunt op consumenten die in volle vertrouwen kunnen kiezen. In een dergelijke context zullen bedrijven niet alleen meer welzijn brengen voor de consument maar zullen ze ook voor meer groei zorgen voor de economie en de productiviteit.

De krachtlijnen van het beleid inzake economische reglementering en bescherming van de consument kunnen als volgt worden samengevat:

- Codificatie van het economisch recht: het economisch recht is nog nooit gecodificeerd geweest. Daardoor zijn bedrijven onderworpen aan diverse economische regelgevingen, waarvan sommige moeten worden opgefrist, terwijl de consument wordt beschermd door versnipperde reglementeringen. De codificatie zou het economisch recht coherenter moeten maken ten gunste van de concurrentiekracht van onze bedrijven en de bescherming van de consument.

- Beheersing van de prijzen en van de inflatie: er zal een ambitieus mededingingsbeleid gericht op de sleutelsectoren van onze economie en een effectieve prijsanalyse en -beheersing worden opgezet teneinde de groei te ondersteunen, de inflatiedruk teniet te doen, de concurrentiepositie van onze bedrijven te verbeteren, te zorgen voor een correcte en transparante prijszetting en de koopkracht van de burgers te vrijwaren.

- Een effectieve consumentenbescherming: in een context waarin producten en diensten almaar complexer worden, wordt de doelstelling ervoor te zorgen dat de consumenten, bewust van hun eigen voorkeuren, kiezen voor producten en diensten die het best aan hun behoeften beantwoorden. Hiertoe is het essentieel dat ze hun rechten kennen, dat ze begrijpen wanneer die rechten zijn geschonden en dat ze desgevallend klacht indienen en schadevergoeding eisen. Naast *consumer empowerment* moeten ook de marktvoorwaarden worden vastgelegd en de consumenten de nodige middelen krijgen om actief op te treden, zoals door de invoering van een groepsvordering.

2. Economie

La crise économique mondiale est également ressentie en Belgique. Néanmoins, jusqu'à présent, l'économie belge résiste mieux à la crise que beaucoup d'autres pays européens, dont ses pays voisins. En ce qui concerne la croissance économique et l'évolution du chômage, la Belgique n'est devancée que par l'Allemagne. L'évolution de la dette publique au cours des années de crise n'est nulle part mieux maîtrisée que dans notre pays, ce qui est extrêmement important eu égard au taux d'endettement historiquement élevé de la Belgique.

L'inflation relativement plus élevée en Belgique que dans les pays voisins nuit à notre compétitivité. L'objectif d'inflation du gouvernement belge est dès lors de ne pas laisser monter l'inflation au-delà de la moyenne enregistrée dans les pays voisins. La politique des prix reste dès lors une priorité du présent gouvernement.

Le gouvernement entend en outre faire en sorte que l'index corresponde mieux au comportement d'achat réel des consommateurs. À cet effet, l'indice des prix pour les services télécom sera calculé selon la méthode appliquée pour les prix de l'énergie (en tenant compte dès lors de la part de marché des différentes formules de prix) et le calcul de l'indice des prix des produits alimentaires et ménagers tiendra compte des données de scanage des supermarchés. À l'avenir, l'effet des soldes sur les prix sera pris en compte. Les contrats fixes pour l'électricité et le gaz sont mesurés selon l'approche paiement et plus selon l'approche acquisition. Une approche similaire sera également suivie pour le mazout de chauffage en utilisant une moyenne sur douze mois. Par ailleurs, la révision habituelle intervenant tous les huit ans connaîtra son déroulement normal.

Les marchés financiers reconnaissent eux aussi que l'économie belge se porte relativement bien par rapport à de nombreux autres pays européens. Le *spread* par rapport au *Bund* allemand a atteint son maximum en novembre 2011, à savoir 3,5 %, mais 1 an après, cet écart est retombé à un peu moins de 1 %. Notre dette publique s'élève à quelque 100 % du PIB. C'est justement pourquoi nous procédons plus rapidement que d'autres pays à la réduction de notre déficit. Au cours de la première année de la présente législature, en raison des taux d'intérêt substantiellement plus faibles, la dette a pu être refinancée à un coût sensiblement moins élevé.

À partir de cette position de départ, le gouvernement continue de faire une priorité de la croissance économique. Compte tenu de la marge budgétaire réduite — permanente — cela devra plus que jamais se faire

2. Economie

De wereldwijde economische crisis laat zich ook in België voelen. Toch doorstaat de Belgische economie de crisis tot nu toe beter dan veel andere Europese landen, waaronder haar buurlanden. Wat betreft de economische groei en de evolutie van de werkloosheid moet België enkel Duitsland laten voorgaan. De evolutie van de staatschuld doorheen de crisis jaren is nergens anders zo goed onder controle, dit is uitermate belangrijk gezien de hoge historische schuldgraad van België.

De relatief hogere inflatie in België dan in de buurlanden is schadelijk voor onze competitiviteit. De inflatiedoelstelling van de Belgische regering is dan ook om geen hogere inflatie te hebben dan het gemiddelde van de buurlanden. Prijzenbeleid blijft dan ook een prioriteit van deze regering.

De regering wil tevens de index nauwer laten aansluiten bij het werkelijk koopgedrag van de consumenten. Daartoe zal de berekening van het indexcijfer voor de telecomdiensten gebeuren volgens de methode van de energieprijzen (dus rekening houdend met het marktaandeel van de verschillende prijsformules) en zal voor het berekenen van de index van voedings- en huishoudsartikelen gebruik worden gemaakt van scangegevens van supermarkten. Er wordt in de toekomst rekening gehouden met het prijseffect van solden. De vaste contracten voor elektriciteit en gas worden gemeten volgens de betalingsbenadering en niet langer volgens de verwervingsbenadering. En ook voor de huisbrandolie wordt een soortgelijke benadering gevolgd aan de hand van een twaalfmaandelijks voortschrijdend gemiddelde. Daarnaast zal de gewone achtjaarlijkse herziening zijn normaal beloop kennen.

Ook de financiële markten erkennen dat de Belgische economie het in vergelijking met veel andere Europese landen relatief goed doet. Dit blijkt uit de *spread* met de Duitse *Bund*, deze piekte in november 2011 op 3,5 %. 1 jaar later is die gezakt tot net onder 1 %. Onze overheidsschuld bedraagt ongeveer 100 % van het BBP. Net daarom werken we sneller dan andere landen aan de afbouw van ons tekort. In het eerste jaar van deze legislatuur is de herfinanciering van de schuld door de fors lagere rente een stuk goedkoper geworden.

Verder bouwend op deze uitgangspositie maakt deze regering verder een prioriteit van economische groei. Gezien de — blijvende — beperkte budgettaire ruimte dient dit meer dan ooit te gebeuren door het uitwerken

à travers l'élaboration d'un cadre législatif économique amélioré qui soit stimulant pour la compétitivité et l'innovation.

Le plan de relance et les nouvelles mesures du gouvernement prévoient non seulement qu'en 2013 550 millions d'euros au total seront injectés dans l'économie par le biais d'un glissement des charges sur le travail vers les charges sur le patrimoine mais également l'instauration de prêts-citoyens via les banques.

2.1. Code de droit économique

La codification du droit économique vise à unifier le cadre juridique économique général afin d'en faire un outil efficace de politique économique. C'est pourquoi le code deviendra indirectement un instrument permettant de stimuler l'économie.

Pour atteindre ce but, les objectifs suivants sont poursuivis:

1° la stimulation du fonctionnement efficient du marché en écartant, ou à tout le moins en simplifiant, les entraves administratives et procédurales (simplification administrative);

2° la stimulation de la transparence de la réglementation;

3° la stimulation de la sécurité juridique et de la stabilité;

4° l'élaboration d'une réglementation uniforme souple et claire;

5° l'élimination de la disparité et des contradictions causées par le morcellement des lois dans le domaine économique (avec toutes les discordances qui en résultent).

Le besoin de codification de la réglementation économique résulte de la constatation que la réglementation économique, qui se caractérise par une prolifération, un grand morcellement n'est pas favorable au développement de l'activité économique. D'où l'ambition principale de créer un cadre légal général, clair et durable.

L'objectif est de réorganiser le corps de législations existantes en un ensemble construit de manière logique et cohérente, basé sur une vision univoque.

van een verbeterd economisch wetgevend kader dat stimulerend is voor de competitiviteit en innovatie.

Met de relance en de nieuwe maatregelen van de regering wordt er in 2013 niet alleen in het totaal 550 miljoen euro in de economie geïnjecteerd via een verschuiving van de lasten op arbeid naar de lasten op vermogen maar ook voorzien in de introductie van volkssleningen via de banken.

2.1. Wetboek Economisch Recht

De codificatie van het economisch recht dient het algemeen economisch rechtelijk kader weer te geven om op die manier een efficiënt instrument van economisch beleid te kunnen vormen. Daarom wordt het wetboek, indirect, een instrument dat de economische groei kan stimuleren.

Om dit doel te bereiken worden volgende doelstellingen nagestreefd:

1° het bevorderen van de efficiënte werking van de markt, middels het wegwerken, minstens vereenvoudigen, van administratieve en procedurele belemmeringen (administratieve vereenvoudiging);

2° het bevorderen van de transparantie van de regelgeving;

3° het bevorderen van de rechtszekerheid en de stabiliteit;

4° het uitwerken van een soepele en duidelijke eenheidsregelgeving;

5° het wegwerken van diversiteit en tegenstrijdigheden ingevolge de versnippering van wetten in economische aangelegenheden (met alle discrepanties van dien).

De nood aan codificatie vloeit voort uit de vaststelling dat economische regelgeving die gekenmerkt wordt door een wildgroei en een grote versnippering niet bevorderlijk is voor de ontwikkeling van de economische activiteit. Vandaar dat de hoofdbetrachting erin bestaat om een algemeen, duidelijk en duurzaam wettelijk kader uit te werken.

Er is naar gestreefd het amalgaam aan bestaande wetgeving te reorganiseren in een logisch en coherent opgebouwd geheel gebaseerd op een eenheidsvisie.

Cette réorganisation s'appuie sur les lignes directrices suivantes:

1° le dégagement, autant que possible, de principes généraux et la création d'un cadre légal général par l'élaboration d'une vision globale ayant pour objectif d'assurer un équilibre entre tous les intérêts concernés, dans le contexte économique contemporain;

2° l'harmonisation et la simplification, autant que possible, du cadre légal actuel, qui se caractérise à différents niveaux par la juxtaposition de règles sectorielles particulières, afin d'écarter au mieux les divergences;

3° le traitement des réglementations sectorielles ou particulières comme autant d'exceptions: celles-ci ne sont en principe pas reprises dans le Code.

L'accentuation de la cohérence suppose que l'exercice de codification ne se limite pas à intégrer tels quels certains textes légaux dans la structure du Code. Le Code a également pour objectif de moderniser et de simplifier la réglementation économique existante et ce en:

1° supprimant les réglementations dépassées ou en les réduisant à des règles qui sont encore pertinentes dans le contexte économique contemporain;

2° adaptant la réglementation aux besoins de la pratique actuelle;

3° introduisant une terminologie contemporaine permettant de mettre fin aux contradictions contenues dans les textes légaux en vigueur;

4° supprimant le formalisme superflu, sans porter atteinte à la sécurité juridique;

5° harmonisant autant que possible les procédures;

6° limitant autant que possible les frais de transaction;

7° mettant en conformité la réglementation économique avec les nouveaux développements (cf. les nouvelles technologies);

Le projet de Code de droit économique se fonde en partie sur les travaux de la "Table ronde concernant l'évaluation et la modernisation du droit économique". Le gouvernement actuel a repris le dossier et propose d'instaurer davantage de livres, de regrouper les matières de manière plus homogène, d'intégrer dans le texte certaines priorités du gouvernement (amélioration du droit de la concurrence, réglementation des

De volgende pijlers dienden als richtsnoer bij deze reorganisatie:

1° het zoveel mogelijk destilleren van algemene principes en de vorming van een algemeen wettelijk kader, waarbij wordt uitgegaan van een globale visie die een evenwicht tussen alle betrokken belangen in de hedendaagse economische context beoogt;

2° het zoveel mogelijk harmoniseren en vereenvoudigen van het huidige wettelijke kader, dat op verschillende vlakken gekenmerkt wordt door een diversiteit aan bijzondere sectorale regelingen, waarbij het de bedoeling is om discrepanties zo goed mogelijk weg te werken;

3° de behandeling van sectorale regelingen of bijzondere regelingen als uitzonderingen: deze worden in beginsel in het Wetboek niet opgenomen.

Het benadrukken van de samenhang impliceert dat de codificatieoefening zich er niet toe beperkt bepaalde wetteksten als dusdanig in de structuur van de codex te integreren. Het Wetboek heeft ook tot doel te moderniseren en te vereenvoudigen en dit door:

1° de verouderde regelgeving af te schaffen of te herleiden tot de regels die in de hedendaagse economische context nog relevant zijn;

2° de regelgeving aan te passen aan de noden van de huidige praktijk;

3° de introductie van een eigentijdse terminologie, waarbij een einde gesteld wordt aan de in de van kracht zijnde wetteksten tegenstrijdigheden;

4° het overbodige formalisme af te schaffen, zonder afbreuk te doen aan de rechtszekerheid;

5° zo veel mogelijk de procedures te harmoniseren;

6° zo veel mogelijk de transactiekosten te beperken;

7° de economische regelgeving in overeenstemming te brengen met nieuwe ontwikkelingen (cf. nieuwe technologieën);

Het ontwerp van Wetboek van economisch recht stoelt voor een deel op de werkzaamheden van "de Ronde Tafel betreffende de evaluatie en modernisering van het economisch recht". De huidige regering heeft het dossier opnieuw in behandeling genomen en stelt voor om meer boeken in te voeren, de materies op een meer homogene manier te groeperen, in de tekst een aantal regeringsprioriteiten op te nemen (verbetering

prix, soutien du règlement alternatif des litiges dans le droit des consommateurs, etc.), et, enfin, de transposer certaines directives européennes qui sont entre-temps entrées en vigueur.

Le Code est composé de 17 livres. La structure s'articule autour de la logique suivante:

Le Code commence par un ensemble de dispositions préliminaires. Il s'agit tout d'abord de l'élaboration d'un cadre de concepts propres au Code (Livre I^{er}. Définitions). Les définitions visant à clarifier la terminologie utilisée au sein du Code, il convient de commencer par elles. Suit alors une description du champ d'application et d'un ensemble de principes de base essentiels applicables au Code (Livre II. Principes généraux).

Viennent ensuite les dispositions applicables de manière générale aux entreprises en ce qui concerne l'accès au marché et les obligations générales qui s'imposent en toute hypothèse aux entreprises indépendamment de l'acte qu'elles posent (Livre III. Liberté d'établissement, de prestation de service et obligations générales des entreprises). Les livres qui suivent reprennent une série de règles auxquelles l'entreprise est soumise lorsqu'elle intervient dans la vie économique. Il s'agit plus particulièrement des prescriptions en matière de concurrence (Livre IV. Protection de la concurrence), les règles relatives aux prix (Livre V. concurrence et évolution des prix), les règles relatives aux pratiques du marché et à la protection du consommateur (Livre VI), les règles complémentaires relatives à la protection du consommateurs dans le secteur financier (Livre VII), les règles ayant pour objet d'assurer la qualité des biens et des services (Livre VIII), les règles visant à assurer la sécurité des biens et des services (Livre IX), les règles relatives à certains contrats spéciaux de droit économique (Livre X. Contrats économiques), les droits intellectuels (Livre XI Propriété intellectuelle) et les règles de droit économique particulières applicables dans l'univers numérique (Livre XII. Droit de l'économie électronique).

Le livre XIII contient les règles qui organisent les mécanismes de concertation mis en place par la loi, tant entre l'autorité publique et divers groupes d'intérêt catégoriels, qu'entre ces groupes d'intérêts catégoriels. Le livre XIV contient les mécanismes particuliers d'intervention de l'autorité en situation de crise.

van het mededingingsrecht, de prijzenreglementering, ondersteuning van de alternatieve geschillenregeling in het consumentenrecht, enz....), en ten slotte enkele Europese richtlijnen om te zetten die ondertussen in werking zijn getreden.

Het Wetboek is opgebouwd in 17 boekdelen. De structuur is opgebouwd rond de volgende logica:

Het Wetboek vangt aan met een aantal preliminaire bepalingen. Het betreft in eerste instantie de uitwerking van het in het Wetboek gehanteerde begrippenkader (boek I. Definities). Gezien de definities een verklaring inhouden van doorheen het Wetboek gehanteerde terminologie past het hiermee aan te vangen in het Wetboek. Daarna volgt een omschrijving van het toepassingsgebied en van een aantal essentiële basisbeginselen die gelden voor het Wetboek (boek II. Algemene beginselen).

Vervolgens zijn de bepalingen gegroepeerd die in het algemeen gelden voor de onderneming op het vlak van de toegang tot de markt en de algemene verplichtingen die in elke omstandigheid berusten op de ondernemingen, ongeacht de handeling die ze stellen (boek III. Vrijheid van vestiging, dienstverlening en algemene verplichtingen van de ondernemingen). In de daarop volgende boeken volgen een aantal regels waaraan de onderneming zelf is onderworpen bij haar optreden in het economisch gebeuren. Het betreft meer in het bijzonder de voorschriften inzake mededingingsrecht (boek IV. Bescherming van de mededinging), de regels inzake prijzen (boek V. De mededinging en prijsevolutie), de regels inzake marktpraktijken en bescherming van de consument (boek VI), de aanvullende regels inzake de bescherming van de consument in de financiële sector (boek VII), de regels die tot doel hebben de kwaliteit van producten en diensten te verzekeren (boek VIII), de regels om de veiligheid van producten en diensten te garanderen (boek IX), de regels betreffende sommige bijzondere overeenkomsten van economisch recht (boek X. Economische overeenkomsten), de intellectuele rechten (boek XI. Intellectuele eigendom) en de bijzondere economische rechtsregels van toepassing op de digitale omgeving (boek XII. Recht van de elektronische economie).

Boek XIII betreft de regels die de overlegmechanismen organiseren die door de wet worden ingevoerd, zowel tussen de overheid en diverse belangengroepen, als tussen deze belangengroepen zelf. Boek XIV bevat de bijzondere mechanismen van tussenkomst van de overheid in crisissituaties.

Les livres suivants sont consacrés à divers mécanismes de mise en œuvre des dispositions précédentes du Code. Le livre XV est relatif à la recherche et à la constatation des infractions ainsi qu'aux sanctions. Le livre XVI est consacré à la résolution extra-judiciaire des litiges de consommation. Le livre XVII contient les règles de droit judiciaire spécifiques à la mise en œuvre des règles de fond contenues dans le Code, à savoir l'action en cessation et l'action collective.

Le Code de droit économique complet sera réalisé au moyen de la technique de la "législation en éléments". Les différents projets de livres qui constitueront le Code sont introduits en phases pour construire le Code livre par livre. Un premier projet "instaurant le Code de droit économique" instaurera le livre II. Principes généraux et le livre VIII Qualité des produits et services, ainsi que les dispositions correspondantes du livre I. Définitions. Ce premier projet, le premier d'une longue série, a été déposé à la Chambre des représentants le 6 décembre 2012. Dans le courant de 2013, les différents livres seront déposés à la Chambre de manière phasée.

2.2. *Nouvelle autorité de la concurrence*

En exécution de l'accord de gouvernement qui prévoit une politique de concurrence ambitieuse, on a entamé, en 2012, une réforme et une restructuration approfondies de l'Autorité belge de la concurrence. Cette réforme est organisée dans le livre IV du Code de droit économique approuvé en deuxième lecture par le Conseil des ministres du 7 décembre 2012.

L'autorité de la concurrence sera réformée en une autorité indépendante, avec le maintien de la séparation entre les pouvoirs d'instruction et de décision. Cela se traduira par une structure simplifiée avec un président de l'institution qui présidera le collège de décision, dans lequel il siègera avec deux experts indépendants. Les instructions seront dirigées par l'Auditeur général. Le projet prévoit à cette fin une réorganisation des fonctions de l'auditorat et de la direction générale en un nouvel auditorat qui constituera le service d'instruction, dirigé par l'auditeur général.

La fluidification du traitement des dossiers constitue l'objectif principal du projet de loi. Pour réaliser cet objectif, tous les goulots d'étranglement procéduraux doivent être éliminés, la gestion des enquêtes doit être rendue plus cohérente et le passage des affaires de la phase d'enquête à la phase de décision doit être fluidi-

De volgende boeken betreffen diverse mechanismen om de voorgaande bepalingen van het Wetboek te implementeren. Boek XV betreft het opsporen en vaststellen van inbreuken alsook de sancties. Boek XVI betreft de buitengerechtelijke regeling van consumentengeschillen. Boek XVII bevat de specifieke rechtsregels voor het toepassen van de basisregels van het Wetboek, namelijk de vordering tot staking en de groepsvordering.

Het volledig Wetboek van economisch recht zal tot stand komen via de techniek van de "aanbouwwetgeving". De verschillende ontwerpen van boeken waaruit het Wetboek zal worden samengesteld, worden gefaseerd ingediend om het hele Wetboek boek per boek op te bouwen. In een eerste ontwerp "houdende invoering van het Wetboek van economisch recht" wordt boek II. Algemene beginselen en boek VIII. Kwaliteit van producten en diensten, alsook de daarmee overeenstemmende bepalingen in boek I. Definities, ingevoerd. Dit eerste ontwerp, het eerste van een hele reeks, werd op 6 december 2012 bij de Kamer van volksvertegenwoordigers ingediend. De verschillende boekdelen worden in de loop van 2013 gefaseerd in de Kamer ingediend.

2.2. *Nieuwe mededingingsautoriteit*

In uitvoering van het regeerakkoord dat voorziet in een ambitieus concurrentiebeleid werd in 2012 gestart met een grondige hervorming en herstructurering van de Belgische Mededingingsautoriteit. Deze hervorming wordt georganiseerd in boek IV van het Wetboek Economisch recht dat in tweede lezing werd goedgekeurd op de Ministerraad van 7 december 2012.

De mededingingsautoriteit zal worden hervormd tot een onafhankelijke autoriteit, met behoud van de scheiding tussen onderzoeks- en beslissingsbevoegdheden. Dit zal resulteren in een meer gestroomlijnde structuur met één voorzitter van de instelling die het beslissingscollege zal voorzitten, telkens zetelend met twee onafhankelijke experten. De onderzoeken zullen worden geleid door de auditeur-generaal. Het ontwerp van de regering voorziet daarom in een herorganiseren van de taken van het auditoraat en de algemene directie naar een nieuw auditoraat als onderzoeksdienst, geleid door de auditeur-generaal.

Een vlottere doorstroming van dossiers is de belangrijkste doelstelling van het wetsontwerp. Om deze doelstelling te bereiken moeten alle procedurele bottlenecks worden weggewerkt, moet het management van de onderzoeken gestroomlijnd worden en moet de doorstroming van zaken van de onderzoeks- naar

fié. C'est pourquoi le projet propose un certain nombre d'améliorations de la structure et de la procédure, prévoyant notamment:

- une autorité de la concurrence réformée et indépendante;
- une procédure plus cohérente pour la prise de décisions administratives en première instance;
- une procédure plus efficace en matière de mesures provisoires;
- une procédure en matière de transactions permettant de clore plus rapidement les procédures d'infraction.

Le projet de loi prévoit des délais pour la procédure devant le collège de la concurrence, qui devient l'organe décisionnel dans les procédures formelles. On propose par ailleurs que le collège de la concurrence prenne sa décision sur la base d'un projet de décision soumis par l'auditorat. Néanmoins, les droits de la défense seront préservés et renforcés dans certains domaines:

- dès avant le dépôt du projet de décision, l'entreprise concernée sera informée des griefs et des preuves y afférentes, afin de lui permettre de déposer d'autres éléments de défense;
- le projet de décision de l'Auditorat sera communiqué aux parties comme c'est actuellement le cas pour le rapport de l'auditeur;
- les parties disposent ensuite d'un délai raisonnable pour consulter le dossier et introduire des remarques écrites (2 mois à l'instar du Tribunal de l'UE);
- dans la mesure où les parties pouvaient déposer toute pièce complémentaire, elles voient leur possibilité de déposer des pièces au cours de la procédure devant le Collège réduites afin d'éviter que l'auditorat ne doive se prononcer à charge et à décharge sans disposer d'éléments importants à décharge;
- au plus tard à la fin de ce délai de deux mois, une audition sera organisée;
- le Collège de la concurrence dispose ensuite d'un délai raisonnable pour prendre une décision (1 mois).

de la phase de décision. De plus, la procédure de décision sera accélérée. De plus, la procédure de décision sera accélérée. De plus, la procédure de décision sera accélérée.

- une autorité de la concurrence réformée et indépendante;
- une procédure plus cohérente pour la prise de décisions administratives en première instance;
- une procédure plus efficace en matière de mesures provisoires;
- une procédure en matière de transactions permettant de clore plus rapidement les procédures d'infraction.

Het wetsontwerp voorziet termijnen voor de procedure voor het Mededingingscollege, die het beslissingsorgaan wordt in formele procedures. Verder wordt voorgesteld dat het Mededingingscollege haar beslissing neemt op basis van een ontwerp van beslissing die door het auditoraat wordt neerlegt. Desalniettemin zullen de rechten van de verdediging bewaard zijn, en versterkt in sommige gebieden:

- nog voor het neerleggen van het ontwerp van beslissing krijgen betrokkene onderneming kennis van de grieven en desbetreffende bewijzen om hen toe te laten bijkomende elementen tot hun verweer neer te leggen;
- het ontwerp van beslissing van het auditoraat wordt meegedeeld aan de partijen zoals nu het geval is met het verslag van de auditeur;
- de partijen krijgen vervolgens een redelijke termijn voor inzage in het dossier en voor het indienen van schriftelijke opmerkingen (2 maanden naar model van het Gerecht van de EU);
- gelet op het feit dat zij al eerder bijkomende stukken konden neerleggen, worden zij wel meer beperkt in het neerleggen van stukken tijdens de procedure voor het College om te vermijden dat het auditoraat zich zou moeten uitspreken à charge en à décharge zonder te beschikken over belangrijke elementen à décharge;
- ten laatste bij het einde van die twee maanden termijn wordt een hoorzitting georganiseerd;
- het Mededingingscollege beschikt daarna over een redelijke termijn voor het nemen van een beslissing (1 maand).

Les pratiques restrictives de concurrence sont encore caractérisées par un nombre limité de plaintes et de demandes de mesures provisoires. Il semble que les plaignants ne considèrent plus le Conseil comme le lieu approprié pour le traitement de leurs griefs, mais qu'ils préfèrent voir ceux-ci traités au niveau européen ou au niveau des Cours et tribunaux.

Les mesures provisoires constituent un élément crucial de la politique de concurrence dès lors qu'elles permettent d'intervenir avant qu'une infraction n'ait causé des dommages importants. Le projet de loi prévoit une procédure plus efficace en matière de mesures provisoires. Nous en attendons principalement un effet utile en matière d'abus de position dominante. Contrairement aux cartels, les victimes d'un abus de position dominante sont le plus souvent conscients de l'existence d'un problème de concurrence.

Une procédure efficace en matière de transactions constitue un élément tout aussi important. On propose dès lors de permettre à l'Auditorat de juger, au cours de l'enquête, qu'une affaire entre en ligne de compte pour une transaction — par exemple lorsqu'il craint que la valeur ajoutée d'une enquête complémentaire ne justifie pas le temps et les moyens requis par celle-ci. Si tel est le cas, l'Auditorat communique cette décision aux entreprises concernées.

L'auditorat doit alors indiquer les griefs qu'il estime pouvoir étayer et il donnera ensuite accès au matériel de preuve aux entreprises concernées. Ces entreprises seront en même temps informées de l'amende que proposera l'Auditorat au Collège de la concurrence pour les griefs en question. Les entreprises concernées pourront alors négocier la proposition avec l'Auditorat et décider de soumettre ou non une proposition de transaction. Cette proposition doit comprendre la reconnaissance de l'infraction et l'acceptation de la sanction. Si la proposition correspond aux griefs formulés et à la sanction préconisée par l'Auditorat dans son invitation à transiger, celui-ci doit accepter la proposition et prendre une décision de transaction.

2.3. *Politique de prix*

Afin de réaliser l'objectif formulé dans l'accord de gouvernement en ce qui concerne l'amélioration de la politique de concurrence, d'une part, et de l'Observatoire des prix, d'autre part, la nouvelle structure de l'Autorité belge de la concurrence se voit conférer la compétence de prendre des mesures sur base des constatations faites par l'Observatoire des prix. Le gouvernement a en outre décidé d'accorder davantage de moyens à l'Observatoire des prix.

Betreffende de restrictieve mededingingspraktijken blijft de belangrijkste trend nog steeds het beperkt aantal klachten en verzoeken tot voorlopige maatregelen. Het lijkt erop alsof klagers de Raad niet meer als een nuttig forum zien voor de behandeling van hun grieven maar deze eerder op Europees niveau of op niveau van de Hoven en rechtbanken behandeld willen zien.

Voorlopige maatregelen zijn een cruciaal element van mededingingsbeleid omdat die toelaten op te treden vóór een inbreuk aanzienlijke schade heeft veroorzaakt. Het wetsontwerp voorziet een meer efficiënte procedure voor voorlopige maatregelen. We verwachten hiervan vooral een nuttig effect inzake misbruik van machtspositie. In tegenstelling tot kartels zijn benadeelden in geval van misbruik van machtspositie zich meestal van bewust dat een mededingingsprobleem bestaat.

Even belangrijk is een efficiënte procedure voor transacties. Er wordt dus voorgesteld dat het Auditoraat tijdens een onderzoek kan oordelen dat een zaak in aanmerking komt voor een transactie — bijvoorbeeld wanneer het auditoraat vreest dat de toegevoegde waarde van bijkomend onderzoek niet opweegt tegen de tijd en middelen die zulks zal vergen. Wanneer dit het geval is, deelt het auditoraat deze beslissing mee aan de betrokken ondernemingen.

Het auditoraat dient daarbij aan te geven welke grieven het meent te kunnen staven, en geeft de betrokkene ondernemingen toegang tot het bewijsmateriaal. Tegelijkertijd vernemen deze ondernemingen welke boete het auditoraat voor deze grieven aan het Mededingingscollege zal voorstellen. De betrokken ondernemingen kunnen dan het voorstel met het Auditoraat overleggen, en beslissen al dan niet een voorstel van transactie voor te leggen. Dit voorstel moet een erkenning van inbreuk en een aanvaarden van de sanctie inhouden. Wanneer het voorstel overeenstemt met de door het Auditoraat in de uitnodiging tot schikken geformuleerde grieven en vooropgestelde sanctie, dient het Auditoraat het voorstel te aanvaarden en een transactie besluit te nemen.

2.3. *Prijzenbeleid*

Om het in het regeerakkoord geformuleerde objectief te verwezenlijken betreffende enerzijds de verbetering van het mededingingsbeleid en anderzijds het Prijzenobservatorium, wordt aan de nieuwe structuur voor de Belgische mededingingsautoriteit de bevoegdheid gegeven om maatregelen te nemen die voortvloeien uit de vaststelling van het Prijzenobservatorium. Daarnaast werd door de regering beslist het Prijzenobservatorium meer middelen te geven.

Le livre V du Code de droit économique revoit complètement la politique qui sera menée en matière de prix. Alors que “la politique des prix” a toujours été une préoccupation constante des gouvernements dans notre société de consommation, la réglementation économique et des prix n’a subi que très peu de modifications depuis sa publication initiale. C’est ainsi que le livre V du Code va complètement revoir la politique des prix en modernisant la réglementation économique et des prix jusqu’ici fondée sur la loi du 22 janvier 1945, et notamment l’adapter à la libéralisation des prix qui est intervenue depuis lors. Il va également coordonner les dispositions relatives à la fixation du prix des médicaments remboursables et non remboursables.

Le livre V se divise donc en deux chapitres, l’un reprenant les dispositions générales, l’autre ayant trait à la fixation des prix des médicaments et assimilés. Dans le premier chapitre, le principe de la détermination des prix par le libre jeu de la concurrence est clairement affirmé. Dans une économie de marché, les prix ont pour fonction essentielle d’équilibrer l’offre et la demande et par conséquent de coordonner l’activité économique. La législation existante interdit les prix anormaux, mais seuls les cours et tribunaux sont compétents en cas de litiges. La procédure est lourde et ne fonctionne pas dans la pratique. Le ministre a en outre, une large possibilité de fixer des prix et des marges de distribution maximales après avis de la Commission pour la Régulation des Prix. Ces dispositions sont supprimées. Elles sont remplacées par un système objectivé d’analyses par l’Observatoire des prix qui reçoit des compétences plus vastes en matière de surveillance du marché. Les possibilités d’actions pour enrayer les dysfonctionnements du marché sont élargies: les décisions sont prises par des instances indépendantes à savoir l’Autorité belge de la concurrence et la cour d’appel de Bruxelles.

L’Observatoire, qui est placé sous l’autorité de l’ICN et porte dès lors haut des valeurs telles que la neutralité, l’objectivité et la scientificité, détaille, dans ses rapports annuels et trimestriels, l’inflation, ses composantes et (si possible) les causes éventuelles. Dans la pratique, il s’avère toutefois que les prix ne se situent pas toujours au même niveau que dans les pays voisins ou qu’ils augmentent plus rapidement en Belgique que chez nos voisins. Les différents rapports de l’Observatoire des prix ont toujours cherché à établir les causes sous-jacentes des prix élevés ou de cette évolution des prix, comme dans le secteur de l’énergie ou celui des produits alimentaires, qui trahissent un fonctionnement défaillant du marché et auxquelles on n’a pas pu remédier à ce jour. Conformément à l’accord de gouvernement, l’Observatoire des prix se voit renforcé dans sa mission consistant à réaliser des observations et des analyses.

Boek V van het Wetboek Economisch Recht herzielt het beleid dat zal gevoerd worden in de komende jaren. Terwijl het “prijzenbeleid” steeds een constante zorg is in onze consumptiemaatschappij, heeft de economische en de prijzenreglementering slechts weinig wijzigingen ondergaan sinds haar initiële publicatie. Het is zo dat Boek V van het Wetboek het prijzenbeleid, tot op heden gebaseerd op de wet van 22 januari 1945, volledig zal herzien door de economische en de prijzenreglementering te moderniseren, en onder andere aan te passen aan de liberalisering van de prijzen die ondertussen werd doorgevoerd. Het gaat eveneens de bepalingen betreffende de prijsvaststelling van de terugbetaalbare en niet terugbetaalbare geneesmiddelen coördineren.

Boek V wordt dus opgedeeld in twee hoofdstukken; een hoofdstuk met de algemene bepalingen en een ander betreffende de vaststelling van de prijzen van geneesmiddelen en gelijkgestelden. In het eerste hoofdstuk is het principe van de vaststelling der prijzen door het vrije spel van de mededinging duidelijk bevestigd. In een markteconomie hebben de prijzen als essentiële functie het evenwicht tussen vraag en aanbod te verwezenlijken en zodoende de economische activiteit te coördineren. In de bestaande wetgeving zijn abnormale prijzen verboden, maar enkel hoven en rechtbanken zijn bevoegd in geval van betwisting. De procedure is zwaar en werkt niet in de praktijk. De minister heeft bovendien een brede mogelijkheid om maximale prijzen en marges vast te stellen na advies van de Commissie tot Regeling der Prijzen. Deze bepalingen worden geschrapt. Ze worden vervangen door een systeem van objectieve analyses door het Prijzenobservatorium, dat bredere bevoegdheden krijgt in verband met het toezicht van de markt. De mogelijkheden om het disfunctioneren van de markt te beperken, worden uitgebreid: de beslissingen worden genomen door onafhankelijke instanties te weten de Belgische Mededingingsautoriteit en het hof van beroep te Brussel.

Het Prijzenobservatorium, dat onder de koepel valt van het INR, en dusdanig waarden als neutraliteit, objectiviteit en wetenschappelijkheid hoog in het vaandel draagt, brengt in zijn jaar- en kwartaalverslagen de inflatie, zijn componenten en mogelijke oorzaken ervan (waar mogelijk) in kaart. In de praktijk blijken de prijzen echter niet steeds op hetzelfde niveau te liggen als in de buurlanden of wordt vastgesteld dat ze in België sneller stijgen dan in de buurlanden. De verschillende rapporten van het Prijzenobservatorium gingen reeds dieper in op onderliggende oorzaken van hoge prijzen of dit prijsverloop zoals in de energiesector of op het vlak van de levensmiddelen, die op een gebrekkige marktwerking wijzen en die tot op heden niet konden worden geremedieerd. Overeenkomstig het regeerakkoord wordt het Prijzenobservatorium versterkt in zijn taak om observaties en analyses te maken.

Avant le lancement d'enquêtes complémentaires par l'Observatoire, les observations en matière de prix et de marges seront comparées à un *bench mark*, tel que l'évolution d'un prix sous-jacent, ou à un mouvement de prix ou au niveau de prix dans les pays voisins. Moyennant un screening minutieux des paramètres "évolution du prix, marges et niveau de prix", les problèmes potentiels seront ainsi inventoriés systématiquement et on jugera au cas par cas s'il faut procéder à une enquête complémentaire, dont le rapport sera transmis au ministre et à l'Autorité de la concurrence. Outre cette extension quantitative (le nombre d'enquêtes), on visera aussi à approfondir les enquêtes en procédant, dans les analyses complémentaires, à un screening du fonctionnement du marché pour un bien et/ou service déterminé.

Le deuxième chapitre coordonne et reprend dans un même texte la réglementation actuelle en matière de prix des médicaments, qui se trouve éparpillée dans la loi du 22 janvier 1945 pour ce qui concerne les médicaments non remboursables et dans la loi-programme du 22 décembre 1989 pour ce qui concerne les médicaments remboursables et assimilés. Le secteur des médicaments à usage humain et celui des implants restent donc soumis à une réglementation des prix: fixation de prix et marges maximums, possibilité de réductions de prix ou blocage intégral ou partiel des prix.

En outre, dans l'attente du transfert vers les communautés des compétences en matière de contrôle des prix dans les secteurs économiques, les secteurs présentant des aspects sociaux ou monopolistiques, c.-à-d. pour lesquels la concurrence ne fonctionne pas pleinement, restent soumis au contrôle des prix effectué par l'autorité fédérale. Les secteurs concernés sont ceux de l'accueil des seniors, de la distribution d'eau, de la télédistribution et du transport en taxi. Les demandes individuelles de constatation ou d'augmentation de prix introduites par les entreprises relevant de ces derniers secteurs, continueront d'être traitées au niveau fédéral, sur la base d'une enquête approfondie des justifications avancées et des données économiques et financières, jusqu'au moment où la compétence sera transférée aux communautés.

2.4. Régulation financière

2.4.1. La FSMA au service du consommateur

Ces deux dernières années, le législateur a fait évoluer l'architecture de contrôle du secteur financier belge d'un modèle de contrôle intégré vers un modèle bipolaire, le modèle dit "*Twin Peaks*". Dans ce modèle, c'est

Voor het opstarten van bijkomende onderzoeken door het Observatorium zullen de waarnemingen inzake prijzen en marges worden vergeleken met een *bench mark*, zoals het verloop van een onderliggende prijs, of met de prijsbeweging of het prijsniveau in de buurlanden. Mits een zorgvuldige screening van de invalshoeken "prijsverloop, marges en prijsniveau" zullen zo potentiële problemen systematisch in kaart worden gebracht, en zal geval per geval worden beoordeeld, of er wordt over gegaan tot bijkomend onderzoek waarvan het verslag zal worden overgemaakt aan de minister en de Mededingingsautoriteit. Naast deze uitbreiding in de breedte (het aantal onderzoeken), zal ook worden gestreefd naar een verdieping van de onderzoeken, door in de bijkomende analyses, de marktwerking voor een bepaald goed en/of dienst te screenen.

In het tweede hoofdstuk wordt de bestaande reglementering betreffende de prijzen van de geneesmiddelen, die verspreid is over de wet van 22 januari 1945 voor de niet terugbetaalbare geneesmiddelen en de programmawet van 22 december 1989 voor de terugbetaalbare en gelijkgestelde geneesmiddelen, nu gecoördineerd en hernomen in eenzelfde tekst. Een prijzenreglementering blijft dus van kracht voor de sector van de geneesmiddelen voor humaan gebruik en voor de sector van de implantaten: vaststelling van maximale prijzen en marges, mogelijkheid tot prijsdalingen of volledige of gedeeltelijke prijsblokkering.

Bovendien, In afwachting van de overdracht naar de gemeenschappen van de bevoegdheden betreffende prijzencontrole in de economische sectoren, blijven deze sectoren met sociale aspecten of nog monopolistisch, het is te zeggen voor dewelke de mededinging niet ten volle werkt, onderworpen aan de prijzencontrole door de federale overheid. De betrokken sectoren zijn deze voor de bejaardenopvang, de waterdistributie, de teledistributie en het vervoer per taxi. De individuele aanvragen voor vaststelling of verhoging van de prijzen ingediend door de ondernemingen die tot deze laatst genoemde sectoren behoren, zullen blijven behandeld worden op federaal niveau, op basis van een grondig onderzoek van de aangehaalde rechtvaardigingen en economische en financiële gegevens tot op het ogenblik van de overdracht van de bevoegdheid naar de gemeenschappen.

2.4. Financiële regulering

2.4.1. FSMA ten dienste van de consument

De voorbije twee jaar heeft de wetgever de toezichtsarchitectuur van de Belgische financiële sector laten evolueren van een geïntegreerd toezichtmodel naar een bipolair model, het "*Twin Peaks*" model

d'une part la Banque nationale de Belgique qui exerce le contrôle sur la stabilité macro- et microéconomique du système financier et, d'autre part, la FSMA qui exerce le contrôle sur les marchés et le respect des règles de conduite auxquelles sont soumis les intermédiaires financiers afin de garantir un traitement loyal, équitable et professionnel de leurs clients.

En exécution de l'accord de gouvernement, la FSMA sera transformée en un régulateur fort et indépendant au service du consommateur de services financiers. Un projet de loi a été établi et est actuellement en discussion au sein du gouvernement. Ce projet concerne la partie du contrôle exercée par la FSMA. En vue de la protection des consommateurs de produits et services financiers, il importe que la FSMA dispose des compétences nécessaires pour exercer ce contrôle de la manière la plus efficace possible. Ces modifications qui font suite à la réforme approfondie de l'architecture de contrôle visent en premier lieu à apporter des améliorations au cadre légal actuel. Elles doivent permettre d'accroître dans de brefs délais l'efficacité du contrôle et, partant, de mieux protéger les consommateurs de produits et services financiers. Ce dernier élément constitue en effet l'objectif poursuivi. En deuxième lieu, le projet contient un certain nombre de dispositions devant contribuer à une plus grande cohérence transversale des règles relatives à la protection des consommateurs de produits et services financiers.

2.4.2. Services de paiement

Selon le "Single Market Act II" d'octobre 2012, il est essentiel et prioritaire de rendre plus efficaces les services de paiement. La Commission européenne a dès lors annoncé de nouvelles initiatives et mesures d'ici à avril 2013: il s'agit en premier lieu de la révision de la directive services de paiement et d'une plus grande transparence en matière de tarifs bancaires. Dans ce cadre, la réglementation belge en matière de services de paiement sera également revue.

2.4.3. Droit comptable, audit et corporate governance

Le droit comptable, l'audit et la corporate governance sont également des instruments utilisés pour assurer la régulation financière des marchés et contribuer au renforcement de la confiance du public en général, et des investisseurs en particuliers, dans les entreprises belges.

genoemd. In dit model oefent enerzijds de Nationale Bank van België het toezicht uit op de macro- en micro-economische stabiliteit van het financiële stelsel en oefent anderzijds de FSMA het toezicht uit op de markten en op de naleving van de gedragsregels waaraan de financiële tussenpersonen zijn onderworpen teneinde een loyale, billijke en professionele behandeling van hun cliënten te waarborgen.

In uitvoering van het regeerakkoord zal van de FSMA een sterke en onafhankelijke regulator worden gemaakt die ten dienste van de consument van financiële diensten staat. Een ontwerp van wet werd opgesteld en wordt momenteel binnen de regering besproken. Dit ontwerp betreft dat deel van het toezicht dat wordt uitgeoefend door de FSMA. In het belang van de bescherming van de afnemers van financiële producten en diensten, is het van belang dat de FSMA over de nodige bevoegdheden beschikt om dit toezicht zo efficiënt mogelijk uit te oefenen. Deze wijzigingen, die volgen op de diepgaande hervorming van de toezichtsarchitectuur, beogen in de eerste plaats verbeteringen aan te brengen aan het huidige wettelijke kader die een snelle verhoging van de efficiëntie van het toezicht moeten toelaten, en aldus op een betere bescherming van de afnemers van financiële producten en diensten. Dat laatste is immers de nagestreefde doelstelling. In de tweede plaats bevat het ontwerp een aantal bepalingen die moeten bijdragen tot meer transversale coherentie in de regels ter bescherming van de afnemers van financiële producten en diensten.

2.4.2. betalingsdiensten

In de "Single Market Act II" van oktober 2012 wordt het efficiënter maken van betalingsdiensten als essentieel en prioritair beschouwd. De Europese Commissie heeft dan ook tegen april 2013 nieuwe initiatieven en maatregelen aangekondigd: in eerste instantie de herziening van de betalingsdienstenrichtlijn en grotere transparantie inzake banktarieven. In het raam hiervan zal ook de Belgische regelgeving inzake betalingsdiensten worden herbekeken.

2.4.3. boekhoudrecht, de audit en corporate governance

Het boekhoudrecht, de audit en corporate governance zijn eveneens instrumenten die gebruikt worden voor de financiële regulering van de markt en die tot doel hebben bij te dragen aan de versterking van het vertrouwen van het publiek in het algemeen en de investeerders in het bijzonder, in de Belgische ondernemingen.

En matière de droit comptable:

Les services de la Commission européenne, réexaminent actuellement la 4^{ème} directive du Conseil des Communautés européennes du 25 juillet 1978 fondée sur l'article 54 paragraphe 3 sous g) du traité et concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés (78/660/CEE) et la 7^{ème} directive du Conseil des Communautés européennes du 13 juin 1983 fondée sur l'article 54 paragraphe 3 sous g) du traité et concernant les comptes consolidés (83/349/CEE). La Commission n'envisage pas de modifier leur objectif fondamental — fournir une information utile aux parties intéressées tels qu'actionnaires, créiteurs et salariés — mais de les moderniser et de les simplifier, en pensant d'abord aux PME et en réduisant les charges administratives inutiles, lorsque c'est possible.

La Commission des normes comptables et le SPF Economie participent au groupe de travail. Il s'agit dans un premier temps de déterminer les positions à prendre au niveau belge dans le débat en cours et d'évaluer ensuite l'impact de ces mesures sur le droit comptable belge. Les mesures adoptées devront ensuite être transposées en droit belge.

En 2013, le mandat des membres de la Commission des normes comptables sera également renouvelé.

En matière d'audit:

— La Commission européenne a adopté le 30 novembre 2011 une proposition de directive modifiant la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et une proposition de règlement relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public. Ces textes font l'objet d'un examen au sein du Conseil et du Parlement européen. La date d'entrée en vigueur de ces projets de textes législatifs ne peut pas encore être déterminée, mais leur adoption nécessitera une adaptation importante du cadre législatif belge actuel en matière d'audit.

Dès 2013, une réflexion approfondie sur le système de supervision publique de l'audit sera menée. Il apparaît en effet déjà, sur base des travaux en cours, qu'une refonte du système public de supervision est nécessaire en vue de confier à une autorité ou à un nombre beaucoup plus restreint d'autorités publiques de supervision de l'audit.

Inzake boekhoudrecht:

De Europese Commissie onderzoekt opnieuw de 4de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 juli 1978, op de grondslag van artikel 54, lid 3, sub g), van het Verdrag betreffende de jaarrekening van bepaalde vennootschapsvormen (78/660/EEG) en de 7de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 13 juni 1983 op de grondslag van artikel 54, lid 3, sub g) van het Verdrag betreffende de geconsolideerde jaarrekening (83/349/EEG). De Europese Commissie, wenst haar hoofddoelstelling — zijnde het verstrekken van nuttige informatie aan de verschillende betrokken partijen zoals aandeelhouders, schuldeisers en werknemers — niet zozeer te wijzigen, maar wel te moderniseren en te vereenvoudigen; daarbij wordt eerst gedacht aan de kmo's en aan een beperking van de overbodige administratieve last, in de mate van het mogelijke.

De Commissie voor Boekhoudkundige normen en de FOD Economie nemen deel aan de werkgroepen. In een eerste stadium dienen de standpunten te worden vastgelegd die op Belgisch niveau genomen moeten worden in de huidige debatten en vervolgens dient de impact van de voorgestelde maatregelen op het Belgische boekhoudrecht geëvalueerd te worden. Nadien zullen de aangenomen maatregelen in het Belgisch recht moeten worden omgezet.

In 2013 zullen ook de mandaten van de leden van de Commissie voor Boekhoudkundige normen hernieuwd worden.

Inzake audit:

— De Europese Commissie, heeft een voorstel van richtlijn tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen en een voorstel van verordening betreffende specifieke eisen voor de wettelijke controles van financiële overzichten van organisaties van openbaar belang op 30 november 2011 aangenomen. Deze teksten worden door de Raad en Europese Parlement bestudeerd. De datum van inwerkingtreding van deze ontwerpen van wetteksten kan nog niet bepaald worden maar hun aanneming zal een belangrijke aanpassing van het Belgische wettelijke kader met zich meebrengen.

Al vanaf 2013 zal er grondig worden nagedacht over het systeem van publiek toezicht inzake audit. Het blijkt inderdaad al heel duidelijk uit de lopende werkzaamheden dat een grondige herziening van het systeem van publiek toezicht noodzakelijk is teneinde het publiek toezicht inzake audit aan één autoriteit of aan een veel meer beperkend aantal autoriteiten toe te vertrouwen.

— L'article 47 de la directive 2006/43/CE concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil, prévoit que la Commission européenne peut adopter une décision d'adéquation des systèmes de pays tiers. Une décision d'adéquation est un préalable nécessaire à la conclusion d'un accord de collaboration permettant l'échange d'information en matière d'audit entre les organismes publics de supervision des contrôleurs légaux de ces pays et les États membres. Des négociations sont actuellement en cours avec certains pays tiers reconnus par la Commission européenne. En 2013, les États membres seront également invités à déterminer si d'autres pays tiers peuvent être reconnus et à déterminer quels pays peuvent bénéficier d'un régime transitoire en la matière.

En matière de corporate governance:

— Suivi des travaux de l'OCDE en matière de gouvernance d'entreprise et évaluation de l'impact sur le droit belge. Les "Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE" qui sont devenus un outil de référence à l'échelle internationale en matière de corporate governance, vont être revus au regard des différents examens par les pairs.

2.5. Instauration du prêt-citoyen

La croissance du nombre de crédits octroyés aux entreprises en Belgique est retombée au deuxième trimestre 2012 par rapport au premier trimestre. À l'avenir, on s'attend à ce que les conditions de crédit continueront de se resserrer. De ce fait, les grands projets risquent de ne pas trouver de financement ou un financement trop cher avec toutes les conséquences négatives que cela entraînera pour la croissance et l'emploi. D'autre part, l'offre d'un mode d'épargne garantissant un rendement correct répondrait incontestablement à une demande sociétale. Le prêt-citoyen rencontre les deux demandes, celle des grands projets réclamant un financement suffisant et celle de l'épargnant recherchant un produit d'épargne attractif mais sûr.

C'est pourquoi le gouvernement créera un cadre pour l'émission d'emprunts "prêt-citoyen": des dépôts à long terme bénéficiant d'un avantage fiscal mais soumis à un certain nombre de conditions, à savoir la durée de l'émission qui se situera entre 5 et 10 ans et la nature des projets financés, lesquels doivent avoir un objet socio-économique et sociétal justifié. Le prêt-citoyen

— Artikel 47 van richtlijn 2006/43 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad, bepaalt dat de Europese Commissie een besluit kan nemen over de adequaatheid van de systemen van derde landen. Een adequaatheidsbesluit is een noodzakelijke voorwaarde voor het sluiten van een samenwerkingsakkoord voor het uitwisselen van auditinformatie tussen de publieke toezichtsorganen van de wettelijke auditors van die landen en de lidstaten. Er werden onderhandelingen gestart met bepaalde derde landen die door de Europese Commissie werden erkend. In 2013 zal men ook aan de verschillende lidstaten vragen of andere derde landen kunnen erkend worden en welke derde landen van een overgangsregime kunnen genieten.

Inzake corporate governance:

— Opvolgen van de werkzaamheden van de OESO inzake maatschappelijk verantwoord ondernemen en de impact evalueren op het Belgisch recht. De "principes inzake deugdelijk bestuur" die een referentiekader zijn geworden op internationaal vlak, zullen worden herbekeken ten aanzien van de verschillende peer reviews.

2.5. Introductie van de Volkslening

De groei van het aantal kredieten dat wordt verstrekt aan ondernemingen in België is in het tweede kwartaal van 2012 teruggevallen ten opzichte van het eerste kwartaal. Voor de toekomst wordt een verdere verstrenging van de kredietvoorwaarden verwacht. Het gevolg is dat grote projecten onvoldoende of te dure financiering dreigen te vinden, met alle negatieve gevolgen vandaan voor de groei en de werkgelegenheid. Anderzijds zou het aanbod van een spaarmethode met een behoorlijk maar zeker rendement ongetwijfeld aan een maatschappelijke vraag tegemoetkomen. De volkslening biedt een antwoord op beide vragen, die van de grote projecten voor voldoende financiering en die van de spaarder die een aantrekkelijk maar zeker spaarproduct zoekt.

De regering zal daarom een kader creëren voor de uitgifte van volksleningen: deposito's op lange termijn die genieten van een fiscaal voordeel maar onderworpen zijn aan een aantal voorwaarden, namelijk de looptijd van de uitgifte die tussen de 5 en 10 jaar is en de aard van de gefinancierde projecten die een sociaal-economisch en maatschappelijk verantwoord

sera géré par les banques d  une manière conforme au marché et sera couvert par un règlement de protection des dépôts.

2.6. *Poursuivre le développement de la BCE*

La création de la Banque-Carrefour des Entreprises en 2003 fut une étape importante dans la simplification administrative pour les entreprises. Entretemps, la BCE en tant que source authentique des données d'entreprise et le numéro d'entreprise unique sont pleinement reconnus. Chaque jour, plus de 1000 initiateurs (surtout les guichets d'entreprises et les greffes) utilisent cette application à des fins de création et de modification. Chaque semaine, les données publiques sont consultées sur le site web par plus de 300 000 visiteurs. Il y a plus de 100 administrations fédérales et régionales qui recourent à la BCE pour des extraits de modification ou des services web.

En poursuivant le développement de la BCE et en d  senclochant les données de manière optimale, une contribution peut être apportée à l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Cela fait l'objet d'un certain nombre de modifications que nous entendons apporter à la législation BCE. En voici quelques exemples concrets:

-   largir plus avant les données disponibles en *public search* (recherches pouvant être effectuées par tous les citoyens et toutes les entreprises);
- prévoir de plus larges possibilités de recherche en *public search*;
- "ouvrir" les données publiques de la BCE sous la forme de "données ouvertes" et par le biais d'un service web *public search*;
- inclure tous les permis et les autorisations attribués à une entreprise ... (ou renvoyer à ceux-ci);
-   largir les modalités visant à améliorer la qualité des données de la BCE ainsi que l'utilisation de la BCE dans le cadre de la lutte contre la fraude.

Ces modifications de la loi BCE font partie du Livre III du Code de droit économique.

doel moeten hebben. De volkssl  ning wordt beheerd door de banken op een marktconforme manier en zal worden gedekt door de depositobeschermingsregeling.

2.6. *Verder uitbouwen van de KBO*

De oprichting van de Kruispuntbank van Ondernemingen in 2003 betekende een grote stap in de administratieve vereenvoudiging voor de ondernemingen. Ondertussen wordt KBO als authentieke bron van de ondernemingsgegevens alsook het unieke ondernemingsnummer volop erkent. Dagelijks gebruiken er meer dan 1000 initiatoren (vooral ondernemingsloketten en griffies) deze toepassing voor creaties en wijzigingen. De publieke gegevens worden wekelijks door meer dan 300 000 bezoekers op de website geraadpleegd. Er zijn meer dan 100 federale en regionale administraties die KBO afnemen onder de vorm van wijzigextracten of webservices.

Door KBO verder uit te bouwen en de gegevens ervan optimaler te ontsluiten en te verbeteren kan er een bijdrage geleverd worden aan de verbetering van de competitiviteit van de ondernemingen. Dit is vervat in een aantal wijzigingen die we aan de bestaande KBO-wetgeving willen aanbrengen. Enkele concrete voorbeelden hiervan zijn:

- het verder uitbreiden van de gegevens die in de *public search* (opzoeken door alle burgers en ondernemingen) beschikbaar zijn;
- het ter beschikking stellen van bredere opvragingsmogelijkheden van de *public search*;
- het "open" stellen van de publieke gegevens van KBO onder de vorm van "open data" en via een web-service *public search*;
- het opnemen van (of verwijzen naar) alle betrokken vergunningen, autorisaties, toelatingen van een onderneming ...;
- het uitbreiden van de modaliteiten die de datakwaliteit van KBO verbeteren en het gebruik van KBO in het kader van de fraudebestrijding.

Deze wijzigingen aan de KBO-wet maken onderdeel uit van Boek III van het Wetboek Economisch recht.

2.7. Innovation

2.7.1. La loi belge sur les brevets d'invention a été modifiée en profondeur par une loi du 10 janvier 2011, afin de la mettre en conformité avec certains instruments juridiques internationaux. Le nouveau cadre juridique améliore les moyens et procédures à disposition des utilisateurs, modernise le fonctionnement de l'Office de la Propriété Intellectuelle en relation avec ses clients et renforce la sécurité juridique de la procédure de délivrance et de la gestion administrative des brevets et des certificats complémentaires de protection.

Le SPF Économie prépare actuellement, après consultation du Conseil de la Propriété intellectuelle, les arrêtés royaux permettant de mettre en œuvre la loi de 2011. Ces mesures d'exécution visent notamment les procédures de régularisation des demandes de brevets, de restauration du droit de priorité, de renonciation et de révocation volontaire des brevets, de dépôt de demandes divisionnaires ou encore de restauration des droits à l'égard d'une demande ou d'un brevet en cas d'inobservation d'un délai à l'égard de l'Office de la Propriété Intellectuelle. La mise en œuvre du dépôt électronique des demandes de brevets et l'établissement d'une gestion électronique de la procédure de délivrance et de maintien en vigueur des brevets nécessitent également l'adoption de mesures d'exécution, en lien avec le projet de réforme de l'infrastructure informatique de l'Office de la Propriété Intellectuelle.

On présentera par ailleurs au gouvernement un projet de loi portant assentiment au Traité sur le droit des brevets (*Patent Law Treaty* - PLT), adopté au sein de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. Le PLT a pour objet d'harmoniser les aspects formels de la procédure de dépôt des demandes de brevets ainsi que les rapports entre le déposant ou le titulaire du brevet et l'office de délivrance.

2.7.2. La nouvelle loi du 10 janvier 2011 sur la protection des obtentions végétales vise notamment à rendre la législation belge conforme au dernier Acte (1991) de la Convention UPOV. Des projets d'arrêtés royaux doivent être élaborés pour, d'une part, définir la procédure de délivrance des certificats d'obtention végétale, déterminer la composition et le fonctionnement de la Commission des licences obligatoires et fixer les redevances. Je proposerai également un projet de loi afin d'approuver la dernière version de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales.

2.7. Innovatie

2.7.1. De Belgische wet betreffende de uitvindingsoctrooien werd ten gronde gewijzigd door een wet van 10 januari 2011 om ze in overeenstemming te brengen met bepaalde internationale juridische instrumenten. Het nieuwe juridische kader verbetert de middelen en procedures die de gebruikers tot hun beschikking hebben, moderniseert de werking van de Dienst voor de Intellectuele Eigendom ten aanzien van zijn klanten en versterkt de rechtszekerheid van de verleningsprocedure en van het administratieve beheer van de octrooien en van de aanvullende beschermingscertificaten.

De FOD Economie werkt momenteel, na raadpleging van de Raad voor de Intellectuele Eigendom, aan de koninklijke besluiten tot uitvoering van de wet van 2011. Deze uitvoeringsmaatregelen beogen onder meer de procedures voor de regularisatie van de octrooiaanvragen, voor het herstel van het voorrangrecht, voor de vrijwillige afstand en herroeping van octrooien, het indienen van afgesplitste aanvragen of nog het herstel van rechten ten aanzien van een aanvraag of een octrooi in geval van niet-naleving van een termijn ten aanzien van de Dienst voor de Intellectuele Eigendom. Voor de uitvoering van het elektronisch indienen van octrooiaanvragen en de invoering van elektronisch beheer van de procedure van verlening en instandhouding van octrooien moeten ook uitvoeringsmaatregelen worden goedgekeurd in overeenstemming met het ontwerp van hervorming van de informatica-infrastructuur van de Dienst voor de Intellectuele Eigendom.

Bovendien zal aan de regering een wetsontwerp worden voorgelegd houdende goedkeuring van het Verdrag inzake octrooirecht (*Patent Law Treaty* – PLT), aangenomen binnen de Wereldorganisatie voor de Intellectuele Eigendom. De PLT heeft als doelstelling de formele aspecten van de procedure voor het indienen van octrooiaanvragen te harmoniseren evenals de verhoudingen tussen de aanvrager of de houder van het octrooi en de verleningsinstantie.

2.7.2. De nieuwe wet van 10 januari 2011 ter bescherming van kweekproducten beoogt onder meer om de Belgische wetgeving in overeenstemming te brengen met de laatste Akte (1991) van het UPOV-verdrag (Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekproducten). Er moeten ontwerpen van koninklijk besluit worden uitgewerkt om de procedure voor het verlenen van kwekersrechten te definiëren, de samenstelling en de werking van de Commissie voor de gedwongen licenties te bepalen en vergoedingen vast te leggen. Er zal eveneens een wetsontwerp worden voorgesteld houdende goedkeuring van de laatste versie van het Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekproducten.

2.7.3. Le développement d'une nouvelle application informatique pour le dépôt et la gestion électronique des dossiers de brevets et de certificats complémentaires de protection consiste en une base de données relationnelle centralisée qui sera exploitée avec des outils modernes de gestion, de présentation et de communication selon des standards et des normes ouverts et commerciaux. Ce développement est considéré comme crucial dans le contexte de l'Internet et du commerce électronique. Via cette nouvelle application informatique l'Office de la Propriété intellectuelle (OPRI) pourra offrir à ses clients des produits modernes dans le cadre des procédures administratives de brevet et de certificat: le dépôt électronique des demandes, la publication électronique du contenu des bases de données du Registre des brevets et certificats sur un site Internet, le paiement électronique des taxes, l'inspection publique de dossiers en ligne,...

2.8. Droits d'auteur

2.8.1. Licences légales en matière de droits d'auteur

L'auteur d'une œuvre doit donner son autorisation expresse et préalable pour toute reproduction de son œuvre protégée. Par dérogation à ce principe, les licences légales sont des autorisations d'exploitation d'œuvres que le législateur prévoit et en contrepartie desquelles il impose le paiement d'une rémunération.

En matière de copie privée et de reprographie, deux mesures urgentes s'imposent. D'une part, il est nécessaire de faire entrer en vigueur les dispositions de droit matériel contenues dans la loi du 22 mai 2005 transposant en droit belge la directive 2001/29 "droit d'auteur et droits voisins dans la société de l'Information", qui ne sont aujourd'hui toujours pas entrées en vigueur. D'autre part, il convient d'adapter les arrêtés d'exécution en matière de copie privée et de reprographie à l'état du marché et à l'évolution technologique en se fondant sur les dispositions de droit matériel qui entreront prochainement en vigueur.

On proposera également prochainement un nouvel arrêté royal en matière de rémunération pour prêt public. La réglementation applicable en matière de prêt public doit en effet être adaptée pour tenir compte d'un arrêt rendu le 30 juin 2011 par la Cour de Justice de l'Union européenne. Le nouvel arrêté royal prendra en considération les résultats d'une procédure de consultation des Communautés et des sociétés de gestion, qui a permis une discussion et des échanges constructifs entre les différentes parties intéressées. L'adoption de cet arrêté

2.7.3. De ontwikkeling van een nieuwe informaticatoepassing voor de elektronische indiening en behandeling van dossiers van octrooien en aanvullende beschermingscertificaten omvat een gecentraliseerde relationele databank die zal worden uitgebaat met moderne middelen voor beheer, presentatie en communicatie volgens open en commerciële standaarden en normen. Deze ontwikkeling wordt als cruciaal beschouwd in de context van het internet en van de elektronische handel. Via deze nieuwe informaticatoepassing zal de Dienst voor de Intellectuele Eigendom (DIE) zijn klanten moderne producten kunnen aanbieden in het kader van administratieve procedures inzake octrooien en certificaten: de elektronische indiening van aanvragen, de elektronische publicatie van de inhoud van de databanken van het register van octrooien en certificaten op een internetsite, de elektronische betaling van taksen, de publieke inspectie van online dossiers,...

2.8. Auteursrechten

2.8.1. Wettelijke licenties betreffende auteursrechten

De auteur van een werk moet zijn uitdrukkelijke en voorafgaande toelating geven voor elke reproductie van zijn beschermd werk. In afwijking van dat principe zijn de wettelijke licenties toelatingen voor het exploiteren van werken waarin de wetgever voorziet en waarvoor hij als tegenprestatie de betaling van een vergoeding oplegt.

Wat kopiëren voor eigen gebruik en reprografie betreft, moeten twee dringende maatregelen worden genomen. Enerzijds moeten de bepalingen van materiaal recht omvat in de wet van 22 mei 2005 houdende de omzetting in Belgisch recht van de Europese Richtlijn 2001/29/EG betreffende de harmonisatie van bepaalde aspecten van het auteursrecht en de naburige rechten in de informatiemaatschappij, die vandaag nog niet in werking zijn getreden, nu in werking treden. Anderzijds moeten de uitvoeringsbesluiten betreffende kopiëren voor eigen gebruik en reprografie aangepast worden aan de marktsituatie en aan de technologische evolutie op basis van de bepalingen van materieel recht die binnenkort in werking treden.

Er zal ook nog op korte termijn een nieuw koninklijk besluit betreffende vergoeding voor openbare uitlening worden voorgesteld. De toepasselijke reglementering betreffende openbare uitlening moet immers worden aangepast om rekening te houden met een arrest gewezen op 30 juni 2011 door het Hof van justitie van de Europese Unie. Het nieuwe koninklijke besluit zal rekening houden met de resultaten van een consultatieprocedure van de gemeenschappen en van de beheersvennootschappen, waarbij een bespreking en een constructieve

sera suivie de mesures de communication auprès des institutions de prêt au sujet des nouvelles mesures et de leur mise en œuvre, à l'instar de ce qui s'est fait dans le cadre du premier trimestre 2012.

En 2013, une consultation des milieux intéressés sera initiée afin de définir une réglementation en matière d'exception pour l'enseignement et la recherche scientifique. Il s'agit de définir par arrêté royal les modalités de la rémunération pour la reproduction et/ou la communication d'œuvres et de prestations à des fins d'illustration de l'enseignement ou de la recherche scientifique. Les Communautés et les Régions, qui sont compétentes pour l'enseignement et la recherche scientifique, seront bien évidemment également consultées.

2.8.2. Transposition des directives européennes en matière de droit d'auteur

La Directive 2012/28 sur certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines, adoptée récemment, fournit un cadre juridique harmonisé destiné à faciliter la numérisation et la diffusion des œuvres dites "orphelines", c'est-à-dire les œuvres dont l'auteur n'a pas pu être identifié ou localisé. On s'attellera, en 2013, à la transposition de la directive 2012/28, après consultation des milieux concernés et notamment le Conseil de la Propriété intellectuelle. Il conviendra par ailleurs de transposer la directive 2011/77 modifiant la durée de protection des droits voisins. Cette directive allonge la durée de protection des droits des artistes interprètes et des producteurs de phonogrammes pour l'aligner sur celle qui est accordée aux auteurs.

2.8.3. Gouvernance des sociétés de gestion de droits d'auteur

Au niveau belge, il convient d'assurer la mise en œuvre du cadre légal adopté en décembre 2009, qui vise à renforcer la transparence de la situation financière des sociétés de gestion. Les mesures d'exécution ont notamment pour objet de définir les notions de contrôle interne et d'organisation administrative et comptable des sociétés de gestion et de prévoir un plan comptable minimum normalisé pour les sociétés de gestion de droits. Un projet d'arrêté royal de mise en œuvre de la loi du 10 décembre 2009 est actuellement en voie de finalisation au sein de mon administration et fait suite à une consultation des milieux intéressés réunis au sein

gedachtewisseling tussen de verschillende betrokken partijen konden plaatshebben. De goedkeuring van dit besluit zal gevolgd worden door communicatiemaatregelen bij de uitleeninstellingen aangaande de nieuwe maatregelen en de uitvoering ervan, net als wat in het kader van het eerste trimester 2012 ondernomen werd.

In 2013 zal een consultatie van de betrokken milieus worden gelanceerd om een reglementering betreffende de uitzondering voor het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoekvast te stellen. Hier betreft het de bepaling bij koninklijk besluit van de modaliteiten voor de vergoeding voor het reproduceren en/of meedelen van werken en prestaties ter illustratie bij onderwijs of voor wetenschappelijk onderzoek. Uiteraard zullen ook de gemeenschappen en de gewesten die bevoegd zijn voor onderwijs en wetenschappelijk onderzoek worden geraadpleegd.

2.8.2. Omzetting van de Europese richtlijnen betreffende auteursrecht

De recent aangenomen richtlijn 2012/28 inzake bepaalde toegestane gebruikswijzen van verweesde werken verleent een geharmoniseerd juridisch kader bestemd om de digitalisering en de verspreiding van de zogenaamde "verweesde" werken d.w.z. de werken waarvan de auteur niet kon worden geïdentificeerd of gelokaliseerd, te vergemakkelijken. Er zal in 2013 werk worden gemaakt om richtlijn 2012/28, na raadpleging van de betrokken milieus en meer bepaald de Raad voor de Intellectuele Eigendom, om te zetten. Het is tevens gepast om richtlijn 2011/77 tot wijziging van de beschermingstermijn van de naburige rechten om te zetten. Deze richtlijn verlengt de beschermingstermijn voor uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen om hem af te stemmen op die welke aan auteurs is toegekend.

2.8.3. Bestuur van de beheersvennootschappen van auteursrechten

Op Belgisch niveau moet gezorgd worden voor de instelling van het in december 2009 goedgekeurde wettelijke kader, dat de doorzichtigheid van de financiële situatie van de beheersvennootschappen moet versterken. De uitvoeringsmaatregelen hebben onder meer als doel om de begrippen van interne controle en van administratieve en boekhoudkundige organisatie van de beheersvennootschappen te definiëren en te voorzien in een genormaliseerd minimum boekhoudkundig plan voor de beheersvennootschappen. Momenteel legt de FOD Economie de laatste hand aan een ontwerp van koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van

d'un Comité de concertation au sein duquel siègent des représentants des sociétés de gestion, des fédérations de débiteurs et de consommateurs, de la Commission des Normes Comptables et de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ce projet d'arrêté royal sera proposé en 2013.

En ce qui concerne le secteur des droits d'auteur et des droits voisins, on examinera par ailleurs comment améliorer la transparence générale de ceux-ci, tant au niveau de la fixation des tarifs et du règlement des litiges qu'au niveau des perceptions et de la répartition des droits d'auteurs et des droits voisins.

Il est important d'indiquer qu'en juillet dernier la Commission européenne a adopté une proposition de directive concernant la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et la concession de licences multiterritoriales de droits portant sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur. Cette proposition de directive vise à assurer une bonne gouvernance ainsi que la transparence du fonctionnement, des activités et de la situation financière de sociétés de gestion. Elle a notamment pour objet les membres des sociétés de gestion, l'organisation des sociétés de gestion, la gestion financière, le traitement des plaintes et la résolution des conflits, la gestion des droits pour le compte d'autres sociétés de gestion, les relations avec les utilisateurs, la transparence et le reporting. La proposition de directive contient des dispositions qui traitent des aspects identiques à ceux de la loi belge (séparation des droits gérés des actifs de la société, contenu du rapport annuel, gestion financière des droits, délai de répartition des droits, etc.). Il convient d'assurer en permanence un suivi entre l'évolution de la proposition de directive et les règles prévues dans le projet d'arrêté royal afin d'éviter de prévoir au niveau belge des règles incompatibles avec les exigences contenues dans la proposition de directive. Pour le reste, étant donné que la Belgique dispose d'une législation qui a largement inspiré la Commission, mon administration participe activement aux discussions à ce sujet en groupe de travail du Conseil de l'Union européenne.

2.8.4. *Echange d'œuvres protégées sur internet*

La problématique des atteintes au droit d'auteur sur Internet est devenue un sujet de discussion prioritaire. Dans le cadre de l'élaboration de solutions législatives et non législatives (information du public, concertation

10 décembre 2009. Dit ontwerp is het gevolg van een consultatie van de betrokken milieus die verenigd zijn in een overlegcomité waarin vertegenwoordigers van de beheersvennootschappen, van de verenigingen van debiteurs en van consumenten, van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen en van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren zetelen. Dit ontwerp van koninklijk besluit zal voorgelegd worden in 2013.

In de sector van het auteursrecht en de naburige rechten zal ook worden onderzocht hoe we de algemene transparantie van de sector kunnen verbeteren, zowel inzake de bepaling van de tarieven, inzake de geschillenbeslechting als ook inzake inningen en verdelingen van de auteursrechten en naburige rechten.

Het is belangrijk om aan te geven dat de Europese Commissie in juli 2011 een voorstel voor een richtlijn betreffende het collectieve beheer van auteursrechten en naburige rechten en de multiterritoriale licentieverlening van rechten inzake muziekwerken voor onlinegebruik op de interne markt heeft aangenomen. Dit voorstel voor een richtlijn beoogt het verzekeren van een goed bestuur evenals doorzichtigheid van de werking, van de activiteiten en van de financiële situatie van de beheersvennootschappen. Het heeft onder meer als voorwerp de leden van de beheersvennootschap, de organisatie van de beheersvennootschap, het financiële beheer, de behandeling van klachten en de regeling van geschillen, het beheer van rechten voor rekening van andere beheersvennootschappen, de relaties met de gebruikers, transparantie en reporting. Het voorstel voor een richtlijn omvat bepalingen die aspecten behandelt die identiek zijn met die van de Belgische wet (scheiding van de beheerde rechten en de activa van de vennootschap, inhoud van het jaarrapport, financieel beheer van de rechten, termijn van verdeling van de rechten, enz.). De evolutie van het voorstel voor een richtlijn ten aanzien van de regels opgenomen in het ontwerp van koninklijk besluit moet voortdurend opgevolgd worden om te vermijden dat op Belgisch niveau in regels wordt voorzien die onverenigbaar zijn met de vereisten omvat in het voorstel voor een richtlijn. Voor het overige neemt de FOD Economie actief deel aan de besprekingen ter zake in de werkgroep van de Raad van de Europese Unie, gegeven het feit dat de Belgische wetgeving een belangrijke inspiratiebron was voor de Commissie.

2.8.4. *Uitwisseling van beschermde werken op het internet*

De problematiek van de inbreuken op het auteursrecht op het internet is een prioritaair discussiepunt geworden. In het kader van de uitwerking van wetgevende en niet-wetgevende oplossingen (informatie aan het

des acteurs, coopération entre autorités de contrôle), il convient de veiller à assurer un équilibre entre les intérêts de toutes les parties concernées (titulaires de droits, citoyens, intermédiaires de l'Internet) en prenant en compte l'intérêt général (protection du consommateur et de la santé publique). À ma demande, le Conseil de la Propriété intellectuelle a rendu le 29 juin 2012 un avis sur la problématique du respect du droit d'auteur et des droits voisins sur Internet.

Les moyens juridiques visant à faire respecter le droit d'auteur sur Internet doivent être proportionnés à l'objectif légitime poursuivi qui est de permettre aux titulaires de droit de valoriser également sur Internet leurs œuvres et prestations. Ces mesures ne peuvent être absolues et doivent tenir compte d'autres libertés et droits fondamentaux tels que la liberté d'expression, la liberté d'entreprendre, la protection de la vie privée et le droit à un procès équitable. Elles doivent en outre être conformes au régime spécifique de responsabilité pour certaines activités des intermédiaires prestataires de services Internet tel que prévu par le droit européen. Les moyens juridiques visant à faire respecter le droit d'auteur sur Internet devraient aussi être complémentaires aux mesures qui stimulent l'offre légale d'œuvres protégées sur Internet et doivent contribuer, avec d'autres types de mesures, au développement et à la protection d'une telle offre.

Par ailleurs, une étude comparative relative aux mécanismes nationaux de lutte contre les atteintes au droit d'auteur sur Internet a été réalisée à la demande de mon administration. Sur la base des résultats d'une consultation du Conseil de la Propriété Intellectuelle et de l'étude comparative, le SPF Economie examinera la possibilité d'élaborer un paquet de mesures équilibrées relatives au respect du droit d'auteur sur Internet.

2.9. Société de l'information

2.9.1. Elaborer une législation sur les services de confiance, particulièrement sur l'archivage électronique, le recommandé électronique et l'horodatage électronique.

Il s'agit de mettre en place un régime juridique général, cohérent et transparent pour les tiers de confiance et les services qu'ils offrent. Les nouvelles dispositions légales sont intégrées dans le livre XII relatif au Droit de l'économie électronique du Code de droit économique. Ce régime permettra de renforcer la sécurité juridique,

publiek, overleg van de acteurs, samenwerking tussen controle-autoriteiten) is het gepast om te zorgen voor een evenwicht tussen de belangen van alle betrokken partijen (rechtenhouders, burgers, tussenpersonen op het internet) rekening houdend met het algemeen belang (bescherming van de consument en van de volksgezondheid). Op mijn verzoek heeft de Raad voor de Intellectuele Eigendom op 29 juni 2012 een advies uitgebracht over de problematiek van de handhaving van het auteursrecht en de naburige rechten op het internet.

De juridische middelen om het auteursrecht op het internet te doen naleven moeten in verhouding zijn met de legitieme doelstelling die wordt nagestreefd zijnde de rechthebbenden de mogelijkheid te geven om hun werken en prestaties ook op het internet te exploiteren. Deze maatregelen kunnen niet absoluut zijn en moeten rekening houden met andere fundamentele rechten en vrijheden zoals vrije meningsuiting, vrijheid van ondernemen, bescherming van de privacy en het recht op een eerlijk proces. Ze moeten bovendien in overeenstemming zijn met het specifieke aansprakelijkheidsregime voor bepaalde activiteiten van dienstverleners die optreden als tussenpersonen op het internet zoals bepaald door het Europees recht. De juridische middelen bedoeld om de auteursrechten op het internet te doen naleven, zouden ook complementair moeten zijn met de maatregelen die het wettelijk aanbod van beschermde werken op het internet bevorderen en moeten samen met andere typen van maatregelen bijdragen aan de ontwikkeling en aan de bescherming van een dergelijk aanbod.

Bovendien werd op vraag van mijn bestuur een vergelijkende studie van de nationale mechanismen in de strijd tegen inbreuken op het auteursrecht op het internet uitgevoerd. Op basis van de resultaten van een consultatie van de Raad voor de Intellectuele Eigendom en van de vergelijkende studie zal de FOD Economie de mogelijkheid onderzoeken om een pakket evenwichtige maatregelen betreffende de handhaving van het auteursrecht op het internet uit te werken.

2.9. Informatiemaatschappij

2.9.1. Een wetgeving uitwerken betreffende de vertrouwensdiensten, in het bijzonder over de elektronische archivering, de elektronische aangetekende zendingen en de elektronisch geregistreerde gegevens.

Het gaat erom een algemeen, coherent en doorzichtig rechtssysteem voor de vertrouwensderden en de diensten die zij aanbieden, in te voeren. De nieuwe wettelijke bepalingen worden geïntegreerd in het boek XII betreffende het Recht van de elektronische economie van het Wetboek Economisch Recht. Dit systeem zal het

d'assurer la protection du consommateur et du citoyen, d'assurer une concurrence loyale et saine entre les opérateurs. Il stimulera en outre l'innovation et la création de nouvelles activités et entreprises durables.

2.9.2. Agenda numérique:

Afin de définir le rôle moteur des TIC dans l'Economie, la Commission européenne a adopté en mai 2010 une nouvelle stratégie numérique à l'horizon 2020, l'Agenda numérique, qui constitue une des 7 initiatives phares de sa stratégie UE2020. A l'instar de la plupart des États membres, il importe aujourd'hui de fonder les objectifs ambitieux de l'Agenda européen dans un Plan national numérique. Ce nouveau plan définira donc l'ensemble des mesures qui doivent être entreprises par la Belgique pour remplir les objectifs de l'Agenda numérique, en tenant compte de la répartition institutionnelle entre les différents niveaux de pouvoir.

Ainsi, sa définition et sa mise en œuvre devront faire l'objet d'une concertation étroite avec l'ensemble des acteurs publics compétents en la matière. Enfin, il sera soumis à une large consultation des acteurs privés actifs dans le domaine des nouvelles technologies, qu'ils représentent la société civile ou le monde économique.

Le gouvernement a récemment adopté un plan national de déploiement de l'IPv6. Ce plan comprend un certain nombre de recommandations à l'attention des pouvoirs publics et du secteur privé qui devront être exécutées au plus vite afin de permettre à la Belgique d'être leader dans le déploiement de l'IPv6.

2.10. Contrôle du Marché

Un contrôle efficace du marché constitue une condition essentielle pour stimuler une concurrence loyale et faire en sorte que les consommateurs puissent avoir confiance dans le marché. La nouvelle Autorité belge de la concurrence, le renforcement de l'Observatoire des prix, les nouveaux moyens d'action de la FSMA constituent un élément de ce contrôle du marché. Le Livre XV "Application de la loi" du Code de droit économique a été établi afin d'introduire une application plus efficace et plus transparente de la loi. Ce code vise une plus grande transparence et une simplification administrative en uniformisant les compétences de recherche et les dispositions pénales morcelées à l'heure actuelle. Cela permettra d'offrir davantage de sécurité juridique dans le but d'améliorer l'efficacité des contrôles de la

mogelijk maken om de rechtszekerheid te versterken, om de bescherming van de consument en van de burger te verzekeren, om een eerlijke en gezonde concurrentie tussen de operatoren te verzekeren. Het zal bovendien de innovatie en het creëren van nieuwe activiteiten en duurzame ondernemingen bevorderen.

2.9.2. Digitale agenda:

Om de rol van ICT als motor achter de Economie te definiëren, heeft de Europese Commissie in mei 2010 een nieuwe digitale strategie aangenomen die tegen 2020 verwezenlijkt moet worden. Deze Digitale Agenda is één van de 7 vlaggenschipinitiatieven van zijn EU 2020-strategie. Naar het voorbeeld van de meeste lidstaten moeten de ambitieuze doelstellingen van de Europese Agenda nu ook in ons land in een Nationaal Digitaal Plan worden gegoten. Dit nieuwe plan zal dus alle maatregelen omvatten die België moet treffen om de doelstellingen van de Digitale Agenda te halen, rekening houdend met de institutionele onderverdeling tussen de verschillende beleidsniveaus.

De bepaling en uitvoering hiervan zullen bijgevolg het voorwerp uitmaken van nauw overleg met alle voor deze materie bevoegde publieke actoren. Ten slotte zal het worden onderworpen aan een ruime raadpleging van privéactoren die actief zijn in het domein van de nieuwe technologieën, of ze nu het middenveld of de economische wereld vertegenwoordigen.

De regering heeft onlangs een nationaal ontwikkelingsplan voor IPv6 goedgekeurd. Dit plan bevat een aantal aanbevelingen aan de overheid en de privésector die onverwijld uitgevoerd moeten worden om van België één van de koplopers inzake IPv6 te maken.

2.10. Toezicht op de Markt

Een efficiënt toezicht op de markt is een essentiële voorwaarde om eerlijke concurrentie te stimuleren en er voor te zorgen dat de consumenten vertrouwen kunnen hebben in de markt. De nieuwe Belgische Mededingingsautoriteit, het versterken van het Prijzenobservatorium, de nieuwe actiemiddelen voor de FSMA vormen een onderdeel in dit toezicht op de markt. Boek XV "Rechtshandhaving" van het Wetboek Economisch Recht is opgesteld om een doeltreffender en transparanter rechtshandhaving te introduceren. Dit wetboek beoogt meer transparantie en administratieve vereenvoudiging door uniformiteit in de thans disparate opsporingsbevoegdheden en strafbepalingen na te streven. Hierdoor wordt meer rechtszekerheid gecreëerd met als bedoeling de doeltreffendheid van de controles

réglementation économique et d'assurer un meilleur fonctionnement des services d'inspection compétents.

La Direction générale Contrôle et Médiation (DGCM) du SPF Économie (en 2013, on utilisera à nouveau la dénomination "Inspection économique") réalisera, en 2013, un certain nombre d'enquêtes visant à réprimer la fraude et, partant, à préserver une concurrence loyale. Ces enquêtes concerneront plus particulièrement l'utilisation du *Car-Pass*, la vente de voitures d'occasion, le travail frauduleux dans les secteurs de la construction et des marchés publics ainsi que les opérations en espèces dans les magasins de meubles et dans le secteur de la construction.

Dans le cadre de la prévention du blanchiment (loi du 11.01.1993), une enquête aura lieu dans le secteur du rachat d'or, dans lequel il a été constaté en 2012 que les paiements en espèces étaient une pratique répandue. Toujours dans le contexte de la législation relative à la prévention du blanchiment, les premiers contrôles seront également organisés dans les secteurs sous surveillance (agents immobiliers, diamantaires...).

Un groupe de travail a été créé au sein de la DGCM en 2010 afin de développer des initiatives dans la lutte contre la fraude massive. Sur cette base, une Plateforme nationale contre la Fraude massive a également été lancée, elle se compose de représentants de la Police judiciaire fédérale, du Collège des procureurs généraux et de la Cellule de traitement des informations financières, auxquels s'ajoute un expert en la matière de la CCU de Bruxelles.

Le groupe de travail et la plateforme coordonneront les initiatives suivantes en 2013:

— *Le Fraud Prevention Month*: une campagne de prévention annuelle permettant d'informer les consommateurs et les entreprises concernant les formes actuelles d'escroquerie;

— Le point de contact Fraude massive: création d'un point de contact transversal. Également déposé auprès d'Optifed, ce projet est amené à devenir un point de contact unique via lequel les citoyens seront informés et auront la possibilité de signaler des pratiques. D'autre part, la technologie sous-jacente doit permettre aux partenaires du projet (ceux mentionnés ci-dessus ainsi que d'autres services publics) de collecter les renseignements nécessaires concernant l'étendue du problème. Ces chiffres font pour l'instant en grande partie défaut, mais cela permettra de démontrer que la fraude massive cause d'importants dommages (économiques) en Belgique aussi. Par ailleurs, compte tenu du fait que

op de economische reglementering te verbeteren en een betere werking van de bevoegde inspectiediensten te verzekeren.

De Algemene Directie Controle en Bemiddeling (ADCB) van de FOD Economie (in 2013 zal opnieuw de benaming "Economische Inspectie" worden gebruikt) zal in 2013 een aantal onderzoeken uitvoeren die tot doel hebben om de fraude te beteugelen en dus de eerlijke concurrentie te vrijwaren. Er zullen meer bepaald onderzoeken worden gevoerd inzake het gebruik van de *Car Pass*, de verkoop van tweedehandswagens, het sluikwerk in de bouwsectoren en op openbare markten alsook inzake cashverrichtingen in meubelzaken en de bouwsector.

In het kader van het voorkomen van het witwassen (wet van 11.01.1993) zal een onderzoek worden gevoerd in de sector van de goudinkoop, waar in 2012 is vastgesteld dat cashbetalingen schering en inslag waren. Nog steeds in de context van de wetgeving ter voorkoming van het witwassen zullen ook eerste controles worden uitgevoerd in de sectoren onder toezicht (vastgoedmakelaar, diamantairs, ...).

Binnen de ADCB werd in 2010 een werkgroep opgericht die initiatieven moet ontwikkelen in de strijd tegen massafraude. Van hieruit werd ook een Nationaal Platform tegen Massafraude gestart dat bestaat uit vertegenwoordigers van de Federale Gerechtelijke Politie, het College van Procureurs-generaal en de Cel voor Financiële Informatieverwerking, aangevuld met een expert terzake van de CCU van Brussel.

Vanuit de werkgroep en het platform zullen in 2013 volgende initiatieven worden gecoördineerd:

— *Fraud Prevention Month*: een jaarlijks terugkerende preventiecampagne waarin consumenten en bedrijven worden geïnformeerd over bestaande vormen van oplichting.

— Meldpunt Massafraude: opzetten van een departementsoverschrijdend meldpunt. Een project dat tevens werd ingediend bij Optifed en dat een uniek meldpunt moet worden waarbij burgers worden geïnformeerd en de mogelijkheid hebben praktijken te melden. Anderzijds moet de achterliggende technologie het mogelijk maken voor de partners van het project (hogervermelde aangevuld met andere overheidsdiensten) om de nodige "intelligence" te verzamelen over de omvang van het probleem. Cijfermateriaal dat momenteel grotendeels ontbreekt maar dat zal toelaten aan te tonen dat massafraude ook in België belangrijke (economische) schade aanricht. Voorts zal dit platform, gelet op het feit dat de

la majorité des fraudes de masse sont réalisées par le biais des nouvelles technologies, cette plateforme offrira aux autorités compétentes les moyens techniques appropriés en vue d'une réaction rapide à l'égard des intermédiaires techniques concernés.

3. Consommateurs

Conformément à l'accord de gouvernement, on poursuivra une politique active en matière de consommation. Cette politique se fonde sur l'information du consommateur, sur la mise au point, le suivi et l'évaluation des législations spécifiques en matière de protection des consommateurs et vise à ce que les plaintes des consommateurs soient dûment traitées. Le consommateur doit être conscient du rôle essentiel qu'il joue sur le marché.

3.1. Information et consumer empowerment

Dans un contexte où les produits et services deviennent de plus en plus complexes, il faut accroître l'autonomie des consommateurs (*consumer empowerment*). L'objectif n'est pas uniquement de favoriser le bien-être des consommateurs, mais également, en développant l'information et la protection du consommateur, de favoriser une concurrence effective et loyale entre tous les acteurs du marché. Une telle information contribue à permettre au consommateur à jouer un rôle actif sur le marché, et par là à stimuler la concurrence entre les entreprises pour accroître leur compétitivité par l'innovation.

Nous viserons à assurer que les consommateurs, conscients de leurs propres préférences, choisissent les produits ou services qui correspondent le mieux à leurs besoins. Pour ce faire, on améliorera l'information des consommateurs au sujet des alternatives proposées à leur choix et l'information sur leurs droits, afin qu'ils comprennent quand ceux-ci ont été violés, et le cas échéant, portent plainte et demandent réparation.

Le SPF Économie dispose de nombreuses indications sur le fonctionnement des marchés à travers différents canaux, comme le scoreboard européen des marchés de consommation, l'observatoire de la consommation, les plaintes, les questions des consommateurs et des entreprises, les organisations de consommateurs. Un nouveau projet a été mis au point pour mieux comprendre et analyser le fonctionnement des marchés. Afin de questionner directement le consommateur de manière ciblée, un outil informatique est développé. Il sera intégré sur le site internet du SPF Économie et devra permettre de sonder les consommateurs sur des situations ciblées, de traiter statistiquement et d'analyser les réponses fournies par les personnes interrogées.

meeste gevallen van massafraude plaatsvinden aan de hand van de nieuwe technologieën, de bevoegde overheden ook de passende technische middelen aanreiken om snel te kunnen reageren ten aanzien van de betrokken technische tussenpersonen.

3. Consumenten

Overeenkomstig het regeerakkoord wordt verder een actief consumentenbeleid gevoerd. Dit beleid steunt op het informeren van de consument, het op punt stellen, opvolgen en het evalueren van de specifieke wetgevingen inzake consumentenbescherming en er voor te zorgen dat klachten van consumenten worden behandeld. De consument moet bewust zijn dat hij een essentiële rol speelt op de markt.

3.1. Informatie en consumer empowerment

In een context waarin producten en diensten almaar complexer worden, moet de consument meer autonomie krijgen (*consumer empowerment*). De bedoeling is niet alleen het welzijn van de consument te bevorderen, maar ook, via een betere voorlichting en bescherming van de consument, een effectieve en eerlijke concurrentie in de hand te werken tussen alle marktspelers. Een dergelijke voorlichting draagt ertoe bij dat de consument een actieve rol kan spelen op de markt en zodoende de concurrentie tussen de bedrijven kan stimuleren teneinde hun concurrentiekracht via innovatie te vergroten.

Wij zullen ernaar streven dat de consument, bewust van zijn eigen voorkeuren, kiest voor de producten en diensten die het best aan zijn behoeften voldoen. Hiertoe zullen wij de consumenten beter informeren over de alternatieve keuzen en over hun rechten zodat ze weten wanneer die worden geschonden en desgevallend klacht neerleggen en schadevergoeding eisen.

De FOD Economie beschikt over heel wat indicatoren over de werking van de markten, zoals het Europese scoreboard van de consumentenmarkten, het observatorium van het verbruik, de klachten, de vragen van consumenten, ondernemingen en consumentenorganisaties. Een nieuw project is op punt gesteld om de werking van de markten beter te begrijpen en te analyseren. Om rechtstreeks de consument op een gerichte manier te kunnen bevragen, werd een informaticatool ontwikkeld. Deze zal worden geïntegreerd in de website van de FOD Economie en zal moeten toelaten de consumenten te bevragen over gerichte situaties en de antwoorden die de bevroegde personen hebben verstrekt, statistisch te bewerken en te analyseren.

Le SPF Économie a aussi démarré un projet d'empowerment du consommateur. Ce projet vise à créer un ensemble d'instruments permettant au consommateur d'être mieux informé et donc de mieux se débrouiller et de faire de meilleurs choix (*cfr.* Campagne "Osez comparer").

L'objectif est que le consommateur puisse en premier lieu trouver une solution avec le vendeur ou prestataire de services. Cela sera facilité par exemple par la mise à disposition de lettres types et par la création sur le site internet d'une source unique d'informations et de conseils rédigés de manière simple et lisible.

Des projets permettant une meilleure information seront opérationnels en 2013. Ainsi, par exemple, un "guide juridique du consommateur" sera mis en ligne et fournira de manière vulgarisée de nombreuses informations sur les règles du droit commun et du droit des consommateurs.

3.2. *Pratiques du marché*

Les dispositions de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur seront reprises dans le livre VI du Code de droit économique. Le texte du livre VI transposera également dans certaines de ses dispositions, la directive 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 relative aux droits des consommateurs. Les principales modifications concerneront les règles relatives aux contrats conclus à distance et aux contrats conclus hors établissement. Le délai de transposition est fixé au 13 décembre 2013.

Après l'adoption de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, a débuté un projet qui vise le screening de tous les arrêtés d'exécution des anciennes lois sur les pratiques du commerce. Dans un souci de lisibilité et de sécurité juridique, l'objectif est d'actualiser ces arrêtés d'exécution et de les mettre en conformité avec les nouvelles dispositions légales. Ce projet se poursuivra en 2013.

3.3. *Crédit et lutte contre l'endettement excessif*

Bien que la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation (LCC) ait déjà été adaptée à de nombreuses reprises, un affinement supplémentaire est souhaitable. La commercialisation de cartes de crédit liées à des offres d'achat de biens de consommation qui reste préoccupante, notamment la publicité pour

De FOD Economie heeft ook een project inzake empowerment van de consument opgestart. Met dat project wil men een instrumentarium opzetten om de consument beter te informeren zodat hij zich vlotter kan behelpen en betere keuzen kan maken (*cf.* campagne "Durf vergelijken").

Bedoeling is dat de consument in eerste instantie een oplossing kan bereiken met de verkoper of dienstverlener. Dit zal bijvoorbeeld gefaciliteerd worden door het ter beschikking stellen van modelbrieven en door de creatie op de website van een unieke informatie- en adviesbron in een eenvoudige en leesvriendelijke taal.

Projecten die een betere informatie toelaten zullen operationeel zijn in 2013. Zo zal bv. een "juridische consumentengids" on line worden geplaatst. Deze gids zal op ge vulgariseerde wijze talrijke inlichtingen bevatten over de regels van gemeen recht en van de consumentenrechten.

3.2. *Handelspraktijken*

De bepalingen van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming zullen in boek VI van het Wetboek van Economisch Recht worden opgenomen. De tekst van boek VI zal ook in sommige van zijn bepalingen voorzien in de omzetting van de richtlijn 2011/83/UE van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2011 betreffende consumentenrechten. De voornaamste wijzigingen zullen slaan op de regels inzake overeenkomsten gesloten op afstand en buiten verkooppunten gesloten overeenkomsten. De omzettingstermijn is bepaald op 13 december 2013.

Na het uitvaardigen van de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming is een project opgestart tot screening van alle uitvoeringsbesluiten van de vroegere wetten op de handelspraktijken. Uit zorg voor leesbaarheid en rechtszekerheid is het de bedoeling de uitvoeringsbesluiten te actualiseren en ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe wettelijke bepalingen. Dit project wordt in 2013 verdergezet.

3.3. *Krediet en strijd tegen overmatige schuldenlast*

Hoewel de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet (WCK) reeds meermaals werd aangepast is een verdere verfijning wenselijk. De verkoop van kredietkaarten verbonden met de te koopaanbieding van consumptiegoederen baart nog steeds zorgen, bv. reclame voor of het aanbieden van financiële voordelen

des avantages financiers liés à des achats au moyen d'une carte de crédit. Il peut également s'agir de l'octroi de réductions sur le prix d'achat de biens/services qui sont payés au moyen de la carte, mais aussi de taux débiteur et/ou de coûts exceptionnellement diminués pour certains achats au moyen de la carte de crédit. De telles pratiques méritent d'être plus précisément encadrées puisqu'elles mènent à un financement inutile de l'achat de biens de consommation courante et, par conséquent, à un surendettement. Le démarchage pour des contrats de crédit dans les espaces publics mérite lui aussi d'être encadré.

Si la proposition de directive relative aux contrats de crédit hypothécaire (2011/0062(COD)) est définitivement approuvée, la LCC sera également adaptée en fonction de celle-ci, tant au niveau du contenu que du champ d'application. Enfin, l'article 15 de la LCC (octroi de crédit responsable) sera revu en fonction du retard de paiement déjà enregistré et de l'analyse insuffisante de la situation financière du consommateur (article 10 LCC).

Les modifications proposées seront intégrées en même temps que la révision de la réglementation sur le crédit hypothécaire prévu dans l'accord gouvernemental dans Livre VII du Code de droit économique.

La DGCM va accorder en 2013 une attention particulière, dans ses enquêtes et son traitement des plaintes, au crédit à la consommation, à la loi sur les services de paiement et à la lutte contre le surendettement (contrôle de l'enregistrement des contrats de crédit par les prêteurs auprès de la Banque Nationale de Belgique, contrôle de la loi sur le recouvrement amiable de dettes du consommateur et sur les activités des bureaux de recouvrement), ainsi qu'aux pratiques du marché dans le secteur financier en général. Dans ce dernier domaine, les contrôles concerneront les relations entre les prestataires de service et les consommateurs et la manière dont les produits sont vendus aux consommateurs. La DGCM continuera également en 2013 à analyser un maximum d'annonces qui mettent en exergue les facilités de paiement proposées aux consommateurs et ce, grâce au travail de la Taskforce publicité crédit.

3.4. Assurances

Dans le cadre de l'assurance automobile RC, le gouvernement prépare actuellement une proposition relative aux véhicules non assurés et ne disposant pas du certificat de contrôle technique. La réglementation existante en matière d'assurance obligatoire en responsabilité civile pour véhicules automoteurs est désuète et n'est plus adaptée à l'évolution qu'ont subie la législation

verbonden aan aankopen met behulp van een kredietkaart. Het kan daarbij gaan om het verstrekken van kortingen op de aankoopprijs van goederen/diensten die met de kaart worden betaald, maar ook om uitzonderlijk verlaagde debetrentevoeten en of kosten van het krediet voor bepaalde aankopen met de kredietkaart. Dergelijke praktijken dienen strenger aangepakt te worden omdat ze aanleiding geven tot het onnodig financieren van de aankoop van goederen bestemd voor het dagdagelijkse levensonderhoud en overmatige schuldenlast tot gevolg. Ook het leuren met kredietproducten op publieke plaatsen dient aan banden te worden gelegd.

Indien het voorstel voor een richtlijn inzake woningkredietovereenkomsten (2011/0062(COD)) definitief wordt goedgekeurd zal in functie hiervan ook de WCK verder worden aangepast, zowel inhoudelijk als qua toepassingsgebied. Ten slotte zal ook artikel 15 WCK (verantwoorde kredietverstrekking) herbekeken worden in functie van reeds geregistreerde betalingsachterstand en onvoldoende analyse van de financiële toestand van de consument (artikel 10 WCK).

De voorgestelde wijzigingen zullen samen met de in het regeerakkoord opgenomen herziening van de regelgeving voor het hypothecair krediet deel uitmaken van Boek VII van het Wetboek Economisch Recht.

De ADCB zal in 2013, in zijn enquêtes en de verwerking van de klachten, bijzondere aandacht besteden aan het consumentenkrediet, aan de wet op de betalingsdiensten en aan de strijd tegen overmatige schuldenlast (controle op de registratie, door de leners, van de kredietovereenkomsten bij de Nationale Bank van België, controle op de wet op de minnelijke invordering van schulden van een consument), alsook aan de marktpraktijken in de financiële sector in het algemeen. In dat laatste domein zullen de controles betrekking hebben op de relaties tussen de dienstverleners en de consumenten en op de manier waarop de producten aan de consument worden verkocht. De ADCB zal ook in 2013 verdergaan met het analyseren van zoveel mogelijk advertenties die de betalingsfaciliteiten voor de consument in de verf zetten, en dit dankzij het werk van de Taskforce Kredietreclame.

3.4. Verzekeringen

In het kader van de BA autoverzekering wordt momenteel binnen de regering gewerkt aan een voorstel betreffende de problematiek van niet-verzekerde en niet-gekeurde voertuigen. De bestaande reglementering inzake de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen is verouderd en niet langer aangepast aan de evolutie die de wetgeving en de rechtspraak

et la jurisprudence depuis 1992. En outre, il convient d'assurer la mise en œuvre du plan d'action fédéral en matière de respect de l'obligation d'assurance et de contrôle technique des véhicules automoteurs.

S'agissant du coût abordable des assurances automobiles pour les jeunes, le SPF Economie a réalisé une enquête en 2010 sur les primes en vigueur dans ce domaine. Test-Achats a cependant fait valoir que les résultats de cette enquête ne correspondaient pas à ceux de sa propre enquête. Nous avons ensuite réuni cette année les différentes parties concernées afin d'aboutir à des résultats acceptés par tous. Il a été convenu que le SPF Economie organisera une enquête auprès des jeunes sur leur situation en matière d'assurance automobile RC. Les résultats en seront disponibles au premier semestre 2013 et ils seront alors examinés avec les membres de la commission de l'Economie.

On poursuivra également la mise en œuvre de la loi du 21 janvier 2010 modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en ce qui concerne les assurances solde restant dû pour les personnes présentant un risque de santé aggravé.

3.4. *Règlement alternatif des litiges (ADR)*

La médiation permet dans de nombreux cas de résoudre les litiges de consommation de manière simple, rapide et peu coûteuse, sans recourir à la justice. Une directive européenne règle déjà certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale. La Commission européenne entend promouvoir ce mode de résolution des litiges. Deux recommandations européennes établissent les conditions auxquelles les systèmes d'ADR (*Alternative Dispute Resolution*) doivent répondre pour être reconnus. Une proposition de directive sur les ADR et une proposition de règlement sur les ODR (*On Line Dispute Resolution*) devraient être adoptées par le Conseil et le Parlement européen en 2013. Un avant-projet de loi en la matière est en voie de préparation dans le cadre du Code de droit économique. Il s'agit du livre XVI "Règlement extrajudiciaire des litiges de consommation", dont les principes sont actuellement en discussion au sein d'un groupe de travail coordination politique.

3.5. *Action de groupe*

La Commission européenne avait adopté le 27 novembre 2008 un livre vert sur les recours collectifs pour les consommateurs. L'objectif du livre vert est d'évaluer la situation actuelle en matière de recours, notamment

sinds 1992 hebben doorgemaakt. Bovendien moet in de uitvoering van het federaal actieplan tot naleving van de verzekerings- en de keuringsplicht van motorvoertuigen worden voorzien.

Inzake de betaalbaarheid van de autoverzekeringen voor jongeren werd door de FOD Economie in 2010 onderzoek verricht naar de geldende premies in de autoverzekeringen voor jongeren. Test-Aankoop stelde echter dat de onderzoeksresultaten niet overeenkomen met de resultaten uit hun enquête. We hebben dit jaar de verschillende partijen vervolgens samen gebracht om tot algemeen gedragen onderzoeksresultaten te komen. Er is overeengekomen dat er een bevraging zal georganiseerd worden door de FOD Economie bij jongeren over hun situatie in de BA autoverzekering. De resultaten daarvan zullen beschikbaar zijn in de eerste helft van 2013 en op dat ogenblik worden besproken met de leden van de commissie voor het Bedrijfsleven.

Er zal tevens verdere uitvoering worden gegeven aan de Wet van 21 januari 2010 tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst wat de schuldsaldoverzekeringen voor personen met een verhoogd gezondheidsrisico betreft.

3.4. *Alternatieve geschillenregeling (ADR)*

De bemiddeling helpt in veel gevallen om consumentengeschillen op te lossen op een eenvoudige, snelle en goedkope manier, zonder zijn toevlucht te moeten zoeken tot een rechtbank. Een Europese richtlijn regelt reeds sommige aspecten van de bemiddeling in burgerlijke en handelszaken. De Europese Commissie wenst deze manier van geschillenregeling te bevorderen. In twee aanbevelingen worden de voorwaarden vastgesteld waaraan de ADR-systemen (*Alternative Dispute Resolution*) moeten voldoen om te worden erkend. Een voorstel van richtlijn inzake ADR en een voorstel van verordening over ODR (*Online Dispute Resolution*) zullen normalerwijze in 2013 worden aangenomen door de Raad en het Europees Parlement. Een voorontwerp van wet wordt ter zake reeds uitgewerkt in het kader van het Wetboek van Economisch Recht. Het betreft boek XVI "Buitengerechtelijke regeling van consumentengeschillen", waarvan de principes thans ter bespreking zijn in een werkgroep beleidscoördinatie.

3.5. *Groepsvordering*

De Europese Commissie heeft op 27 november 2008 een groenboek aangenomen over collectief verhaal voor de consumenten. De bedoeling van het groenboek is het evalueren van de huidige toestand inzake verhaal,

lorsqu'un grand nombre de consommateurs sont susceptibles d'être victimes d'une même infraction, et de proposer des solutions possibles pour combler les lacunes empêchant une réparation effective dans de tels cas.

Un avant-projet de loi est en voie de préparation conformément à la déclaration gouvernementale. Ce projet, qui doit s'intégrer dans le Code de droit économique, introduit les bases juridiques d'une action collective en réparation du dommage causé à un groupe de consommateurs par une entreprise. Cette action, encore inédite dans l'arsenal judiciaire belge, devrait contribuer substantiellement à un plus grand respect et à une meilleure défense des droits des consommateurs.

3.6. *Sécurité du consommateur*

Les produits dont un consommateur fait l'acquisition ne peuvent jamais présenter de risques dans des circonstances d'utilisation normales ou raisonnablement prévisibles. La sécurité des produits et services doit être garantie.

Différents textes de loi existent afin de protéger la sécurité du consommateur. Ainsi, la réglementation générale stipule avant tout que seuls des produits et services sûrs peuvent être mis sur le marché. Cette garantie ne peut être maintenue que si les autorités compétentes effectuent suffisamment de contrôles concernant les produits mis sur le marché.

Le programme national de surveillance du marché est établi sous la coordination du SPF Économie. La DGCM contribuera en 2013 à la sécurité des consommateurs en entamant des enquêtes à la suite d'une plainte des producteurs ou des consommateurs, des notifications Rapex ou à la demande des autres services. En 2013 des campagnes de contrôle visant les jouets (contrôle administratif et technique des jouets destinés aux foires, la campagne se concentrera sur les grossistes), les cigarettes auto-extinguibles, les équipements de protection individuels (contrôle administratif et technique des gants de protection ou des lunettes de sécurité), "Child care articles" (campagne Prosafe), machines (contrôle administratif et technique des broyeurs de jardin) seront faites.

3.7. *Énergie*

Le marché de l'énergie est en pleine évolution. En 2012, un nombre record de consommateurs ont changé de fournisseur. Aidés notamment par les achats grou-

in het bijzonder wanneer een groot aantal consumenten slachtoffer kunnen zijn van eenzelfde inbreuk, en voorstellen de doen van mogelijke oplossingen voor te stellen om aan de lacunes te verhelpen die een effectieve genoegdoening in dergelijke gevallen in de weg staan.

Een voorontwerp van wet wordt momenteel uitgewerkt in overeenstemming met het regeerakkoord. Dit ontwerp, dat moet worden geïntegreerd in het Wetboek van Economisch Recht, voert de juridische basis in voor een groepsvordering tot herstel van de schade die door een onderneming is veroorzaakt aan een groep consumenten. Deze vordering, nog onbekend in het Belgische, juridische arsenaal, zou substantieel moeten bijdragen tot een betere naleving van en een betere verdediging van de consumentenrechten.

3.6. *Veiligheid van de consument*

Producten die een consument aankoopt mogen nooit risico's vormen bij normale of redelijkerwijs voorstelbare gebruiksomstandigheden. De veiligheid van producten en diensten moet worden gewaarborgd.

Er bestaan verschillende wetteksten om de veiligheid van de consument te beschermen. Zo stelt de algemene regelgeving in de eerste plaats dat enkel veilige producten en diensten op de markt mogen worden gebracht. Die garantie kan enkel worden gehandhaafd als de bevoegde overheden voldoende controles uitvoeren op vermarkte producten.

Het nationaal markttoezichtsprogramma is opgesteld onder coördinatie van de FOD Economie. De ADCB zal in 2013 bijdragen aan de consumentenbescherming door onderzoeken op te starten naar aanleiding van klachten van producenten of consumenten, van Rapex-meldingen of op verzoek van andere diensten. Er zullen in 2013 controlecampagnes worden opgezet met betrekking tot speelgoed (administratieve en technische controle op de speeltuigen voor kermis, de campagne zal zich op de groothandelaars toespitsen), zelfdovende sigaretten, individuele beschermingsuitrusting (administratieve en technische controle op beschermende handschoenen of veiligheidsbrillen), Child care-artikelen (Prosafecampagne) en machines (administratieve en technische controle op hakselaars).

3.7. *Energie*

De energiemarkt is in volle beweging. In 2012 zijn een record aantal consumenten van leverancier veranderd. Mede geholpen door de groepsaankopen, de wettelijke

pés, la suppression légale des indemnités de rupture, la campagne “Osez comparer” du SPF Économie et le gel temporaire des prix de l’énergie, les consommateurs ont réalisé qu’ils pouvaient agir eux-mêmes pour faire fonctionner le marché, réduisant les prix énergétiques en vigueur. En comparant les prix et les tarifs et en choisissant délibérément les fournisseurs les moins chers, les consommateurs ont adressé un signal clair au marché.

Afin de réaliser l’objectif de convergence des prix de l’énergie avec ceux pratiqués dans les pays voisins, le gouvernement s’assurera que les contrats énergétiques les plus onéreux deviennent moins chers et qu’ils convergent, compte tenu des tarifs annoncés par les fournisseurs pour 2013, vers les prix pratiqués dans les pays voisins.

Afin de protéger les consommateurs des effets négatifs sur le plan des pratiques commerciales, qui résultent de la libéralisation du marché de l’énergie, les fournisseurs d’électricité et de gaz ont négocié en 2004 un accord fixant un certain nombre de principes et de règles au-delà de la protection offerte par la loi. Cet accord règle une série de questions comme la transparence des prix, les conditions générales, la procédure en cas de changement d’opérateur, le paiement, la facturation, le traitement des plaintes,... En 2012, l’accord a fait l’objet d’évaluations réalisées entre autres par le SPF Économie et par le Service de médiation pour l’énergie et est actuellement adapté en vue d’améliorer encore la protection des consommateurs dans ce secteur en 2013.

3.8. Société de l’information

Les modifications apportées par la loi du 10 juillet 2012 à la loi sur les pratiques du marché ont permis à l’abonné téléphonique de s’opposer à la réception d’appels téléphoniques dans le cadre du *direct marketing*. En 2013, le respect de ces nouvelles règles sera suivi de près. On pourra par ailleurs examiner la possibilité d’aboutir à un système unique commun à tous les opérateurs téléphoniques et qui deviendrait le point unique où les *marketeers* pourront voir quels abonnés se sont opposés à l’usage de leur numéro pour le direct marketing. Si un tel système unique est proposé, il pourrait être agréé par arrêté royal. À cet égard, on examinera si le système est convivial et souple pour le consommateur, s’il offre les garanties prévues dans la loi et s’il peut être consulté par les *marketeers* à un coût limité.

afschaffing van verbrekingsvergoedingen, de campagne “durf vergelijken” van de FOD Economie en de tijdelijke bevrozing van de energieprijzen, zijn de consumenten zich bewust geworden dat ze zelf kunnen optreden om de markt te laten werken en goedkopere energieprijzen af te dwingen. Door prijzen en tarieven te vergelijken en bewust te kiezen voor de voordelige leveranciers, hebben de consumenten een duidelijk signaal gegeven aan de markt.

De regering zal teneinde de doelstelling van convergentie van de energieprijzen met de buurlanden te bewerkstelligen, er zich van vergewissen dat de duurste energiecontracten goedkoper worden en rekening houdend met de door de leveranciers aangekondigde tarieven voor 2013, aldus convergeren naar de prijzen van de buurlanden.

Om de consumenten te beschermen tegen negatieve effecten van bepaalde handelspraktijken, als gevolg van de liberalisering van de energiemarkt, hebben de elektriciteits- en gasleveranciers in 2004 een akkoord onderhandeld, dat een aantal principes en regels bevat die verder gaan dan de door de wet geboden bescherming. Dit akkoord regelt een reeks vragen zoals de prijstransparantie, de algemene voorwaarden, de procedure bij de overstap naar een andere operator, de betaling, de facturatie, de klachtenbehandeling,... Het akkoord heeft in 2012 het voorwerp uitgemaakt van evaluaties van onder meer de FOD Economie en de Ombudsdienst voor Energie en wordt momenteel aangepast om in 2013 een nieuwe verbetering van de consumentenbescherming in deze sector te kennen.

3.8. Informatiemaatschappij

De wijzigingen die in de wet marktpraktijken zijn aangebracht door de wet van 10 juli 2012, hebben aan de telefoonabonnee het recht toegekend om zich te verzetten tegen het krijgen van telefonische oproepen om redenen van *direct marketing*. In 2013 zal de naleving van deze nieuwe regels van nabij worden opgevolgd. Er zal ook kunnen worden geëvalueerd of het mogelijk wordt tot één enkel uniek systeem te komen dat gemeenschappelijk is voor alle telefoonoperatoren en dat de unieke plaats wordt waar marketeers zullen kunnen nagaan welke abonnees zich hebben verzet. Indien er zo’n uniek systeem wordt voorgesteld, kan dit bij koninklijk besluit worden erkend. Daarbij zal vooral worden nagegaan of het systeem gebruiksvriendelijk en soepel is voor de consument, dat het de waarborgen biedt conform de wet en dat de consultatie ervan door de marketeers aan een beperkte kost mogelijk is.

Les consommateurs doivent également être sensibilisés aux risques inhérents à une sécurisation défectueuse de leur appareillage et de leurs réseaux informatiques. Dans cette optique, une campagne de sensibilisation sera lancée en 2013.

3.9. Contrôle et coopération internationale

La Direction générale Contrôle et Médiation (DGCM) réalisera en 2013 une série d'enquêtes générales visant à protéger le consommateur à travers des contrôles sur l'indication correcte des prix dans les supermarchés, les magasins de bricolage, les magasins faisant partie d'une chaîne, les boulangeries et les marchés publics. On vérifiera en outre si les réductions proposées sont correctes. De même, certaines dispositions contractuelles (clauses abusives) et différentes formes de publicité trompeuse seront examinées.

À cet égard, on visera à offrir une assistance aux secteurs en question.

L'étiquetage des produits et les modes d'emploi destinés au consommateur feront également l'objet d'une analyse. S'agissant des produits alimentaires, un programme de recherche sera mis en œuvre avec l'AFSCA portant sur le contenu, le poids, l'indication correcte de la composition, l'origine et les dénominations d'origine.

La DGCM continuera de s'investir dans une coopération internationale forte dans le domaine de la protection des consommateurs. En tant que bureau de liaison prévu par le Règlement CPC 2004/2006, elle continuera ainsi de jouer un rôle de chef de file dans la collaboration existante au sein de l'UE afin de s'attaquer aux infractions intracommunautaires. De juillet 2012 à fin juin 2013, la DGCM assure la présidence du RICPC (Réseau international de contrôle et de protection des consommateurs), un réseau mondial comptant une cinquantaine de pays parmi ses membres. Dans le cadre du Benelux, elle poursuivra le renforcement de la coopération relative à la surveillance du marché (enquêtes générales communes) et l'échange de *best practices*.

4. Télécommunications & Services postaux

Au cours de l'année 2012, une attention particulière a été accordée au fonctionnement du régulateur fédéral, l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT). Les ressources humaines mises à sa disposition ont été renforcées par l'adoption d'un arrêté royal fixant son cadre organique.

De consumenten moeten ook bewust gemaakt worden van de risico's die een slechte beveiliging van hun apparatuur en informatienetwerken kunnen inhouden. In het licht hiervan zal een sensibiliseringscampagne worden gelanceerd in 2013.

3.9. Toezicht en internationale samenwerking

De Algemene Directie Controle en Bemiddeling (ADCB) zal in 2013 een aantal algemene onderzoeken uitvoeren waarbij de consumentenbescherming wordt beoogd door middel van controles aangaande de correcte prijsaanduiding in supermarkten, doe-het-zelfzaken, ketenwinkels, bakkerijen en openbare markten. Bovendien wordt de correctheid van kortingen nagegaan. Ook zullen bepaalde contractuele bepalingen (onrechtmatige bedingen) en verschillende vormen van misleidende publiciteit onderzocht worden.

Daarbij zal beoogd worden om de nodige guidance te geven aan de sectoren.

Ook de etikettering van producten en de gebruiksaanwijzingen ten aanzien van de consument zullen onder de loep genomen worden. Voor de voedingswaren zal samen met het FAVV een onderzoeksprogramma worden uitgevoerd waarbij zal gewaakt worden over inhoud, gewicht, correcte weergave van samenstelling, oorsprong en oorsprongsbenamingen.

De ADCB zal verder blijven inzetten op een sterke internationale samenwerking op het vlak van consumentenbescherming. Zo zal zij, als verbindingsbureau voorzien door de CPC-Verordening 2004/2006, blijven een voortrekkersrol spelen in de bestaande samenwerking in de EU, om intracommunautaire inbreuken aan te pakken. De ADCB is in de periode juli 2012 - eind juni 2013 voorzitter van ICPEN (*International Consumer Protection Network*), een wereldwijd netwerk waarvan een 50-tal landen deel uitmaakt. In het kader van de Benelux zal zij verder bouwen aan een versterkte samenwerking m.b.t. markttoezicht (gezamenlijke algemene onderzoeken) en uitwisseling van *best practices*.

4. Telecommunicatie & Postdiensten

In de loop van 2012 is er bijzondere aandacht besteed aan de werking van de federale regulator, het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (BIPT). De beschikbaar gestelde menselijke middelen zijn versterkt door de aanneming van een koninklijk besluit dat zijn personeelsformatie vaststelt.

4.1 *Télécommunications*

Dans le domaine de la réglementation fédérale, deux objectifs majeurs seront poursuivis.

Il s'agit tout d'abord de transposer complètement en droit fédéral la directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la directive 2002/58/CE, dite directive "conservation des données". La Belgique a été mise en demeure par la Commission européenne le 27 septembre 2012. Cette transposition fera l'objet d'une loi et d'un arrêté royal.

Il s'agit ensuite de mettre en œuvre les dispositions de la loi du 10 juillet 2012 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques. Cette loi porte principalement sur la transposition des directives 2009/136/CE (directive "droits des citoyens") et 2009/140/CE (directive "mieux légiférer") relatives aux communications électroniques. Cela fait l'objet des développements qui suivent.

4.1.1. *Tarifs de télécommunications*

Le cadre réglementaire en matière de télécommunications dispose que le régulateur IBPT doit agir prioritairement sur les marchés de gros afin de promouvoir la concurrence. Outre la régulation économique des marchés, d'autres mesures peuvent également être envisagées pour stimuler la concurrence, telles que l'encouragement du consommateur à comparer régulièrement les tarifs. Cette année, pour la première fois, l'IBPT a réalisé une comparaison des tarifs retail en vigueur en Belgique et dans les pays voisins, compte tenu des profils d'utilisation spécifiques pour notre pays. Les résultats sont examinés au sein d'une conférence table ronde avec les opérateurs.

4.1.2. *La protection du consommateur*

Un arrêté royal portant sur les messages d'alerte est en cours de préparation afin de maîtriser les coûts des services de communications électroniques. Cet arrêté doit être lu conjointement avec la décision de l'IBPT établissant des plafonds financiers en matière de services mobiles (téléphonie, SMS, Internet).

Le marché des télécommunications et de la télévision est caractérisé par un grand nombre de plans tarifaires, de complexité variable. Un arrêté royal fixant le contenu

4.1 *Telecommunicatie*

Op het gebied van de federale reglementering zullen twee hoofddoelen worden nagestreefd.

Allereerst de volledige omzetting in federaal recht van Richtlijn 2006/24/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 betreffende de bewaring van gegevens die zijn gegenereerd of verwerkt in verband met het aanbieden van openbaar beschikbare elektronische communicatiediensten of van openbare communicatienetwerken en tot wijziging van Richtlijn 2002/58/EG, de zogenaamde Dataretentierichtlijn. België is op 27 september 2012 in gebreke gesteld door de Europese Commissie. Deze omzetting zal plaatsvinden via een wet en een koninklijk besluit.

Vervolgens gaat het om de uitvoering van de bepalingen van de wet van 10 juli 2012 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie. Deze wet heeft hoofdzakelijk betrekking op de omzetting van Richtlijn 2009/136/EG ("burgerrechtenrichtlijn") en van Richtlijn 2009/140/EG ("beterregelgevenrichtlijn") betreffende elektronische communicatie. Dit wordt hieronder verder uitgewerkt.

4.1.1. *Telecommunicatietarieven*

Het regelgevingskader inzake telecommunicatie bepaalt dat de regulator BIPT met voorrang moeten handelen op de wholesale- of groothandelsmarkten om de concurrentie te bevorderen. Naast de economische regulering van de markten kunnen ook andere maatregelen worden beoogd om de concurrentie te stimuleren zoals het aanmoedigen van de gebruiker om geregeld de tarieven te vergelijken. Voor het eerst werd dit jaar door het BIPT een vergelijking gemaakt van de retailtarieven tussen België en de omliggende landen, rekening houdende met voor ons land specifieke gebruiksprofielen. De resultaten worden besproken op een rondetafel conferentie met de operatoren.

4.1.2. *De bescherming van de consumenten*

Een koninklijk besluit inzake waarschuwingsberichten wordt voorbereid om de kosten van elektronische communicatiediensten te beheersen. Dit besluit moet samen gelezen worden met het besluit van het BIPT waarin de financiële bovengrenzen worden vastgelegd inzake mobiele diensten (telefonie, sms, internet).

De telecom- en televisiemarkt wordt gekenmerkt door een groot aantal tariefplannen, de ene al complexer dan de andere. Er zal een koninklijk besluit aangenomen

et le format uniformisé des fiches d'information standardisées sera adopté, afin de faciliter la comparaison des principaux éléments des plans tarifaires, sur base de ces fiches (claires et neutres).

En 2013, les opérateurs doivent réaliser en 1 jour maximum le maintien du numéro de téléphone pour les clients qui changent d'opérateur. Cela se fera par la révision de l'arrêté royal "portabilité des numéros". Si cela dure plus longtemps, le client aura droit à une compensation financière. Cette mesure permet de renforcer les droits des utilisateurs et de faciliter le choix d'un opérateur.

4.1.3. Fréquences radioélectriques

Un premier projet de nature réglementaire vise la bande 800 MHz (790-862 MHz). La Décision 243/2012/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 établissant un programme pluriannuel en matière de politique de spectre radioélectrique a pour but de mettre la bande 800 MHz à la disposition des services de communications électroniques au sein de l'Union européenne. Cette décision oblige les États membres à mettre en œuvre la procédure d'autorisation pour le 1^{er} janvier 2013 au plus tard de manière à pouvoir utiliser la bande 800 MHz pour les services de communications électroniques. Une consultation publique a été réalisée au début de l'année par l'IBPT, qui a également commandé une étude à un consultant extérieur.

Une seconde consultation publique a été organisée à la fin de l'année par l'IBPT. Elle porte sur un projet de modification de l'art. 30 de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques* et sur un projet d'arrêté royal relatif à la bande 800 MHz. Il est prévu d'adopter ces deux projets réglementaires pour que la procédure de mise aux enchères des droits d'utilisation dans la bande 800 MHz à octroyer à trois opérateurs mobiles puisse être lancée en 2013. En complément, un arrêté royal réglant la gestion de la banque de données des sites d'antennes des opérateurs sera préparé.

Un autre projet concerne la révision de l'arrêté royal de 2009 relatif aux radiocommunications privées. Dans le cadre d'une consultation publique organisée par l'IBPT, il a été proposé, en vue d'une utilisation plus efficace du spectre, que les redevances annuelles dépendent de la largeur de bande occupée par l'application en question: plus la largeur de bande occupée est importante, plus la redevance sera élevée. Ce qui

worden dat de inhoud en het eengemaakte formaat van de gestandaardiseerde informatiefiches vastlegt om de vergelijking tussen de hoofdelementen van de tariefplannen te vereenvoudigen op basis van die (neutrale en overzichtelijke) fiches.

In 2013 moeten operatoren voor klanten die overschakelen naar een nieuwe operator het behoud van het telefoonnummer realiseren in maximaal 1 dag. Dit zal via de herziening van het koninklijk besluit "nummeroverdraagbaarheid" gebeuren. Indien dit langer aansleept krijgt de klant recht op financiële compensatie. Met deze maatregel worden de rechten van de gebruikers versterkt en de keuze van operator vergemakkelijkt.

4.1.3. Radiofrequenties

Een eerste project van regelgevende aard heeft betrekking op de 800 MHz-band (790-862 MHz). Besluit Nr. 243/2012/EU van het Europees Parlement en de Raad van 14 maart 2012 tot vaststelling van een meerjarenprogramma voor het radiospectrumbeleid heeft tot doel de 800 MHz-band beschikbaar te maken voor de elektronische-communicatiediensten in de Europese Unie. Dat besluit verplicht de lidstaten om uiterlijk 1 januari 2013 de vergunningsprocedure toe te passen zodat de 800 MHz-band kan worden gebruikt voor de elektronische-communicatiediensten. In het begin van het jaar heeft het BIPT een openbare raadpleging gehouden; tevens heeft het een studie besteld bij een externe consultant.

Op het einde van het jaar heeft het BIPT een tweede openbare raadpleging georganiseerd. Deze slaat op een ontwerp van wijziging van artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en op een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de 800 MHz-band. De bedoeling is om deze twee ontwerpen van regelgeving aan te nemen met het oog op de lancering in 2013 van de veilingprocedure voor de aan drie mobiele operatoren te verlenen gebruiksrechten in de 800 MHz-band. Aanvullend daarop zal een koninklijk besluit worden voorbereid dat het beheer regelt van de databank van de antennesites van de operatoren.

Een ander project heeft betrekking op de herziening van het koninklijk besluit van 2009 betreffende de private radioverbindingen. In het kader van een openbare raadpleging die door het BIPT georganiseerd is, werd met het oog op een efficiënter spectrumgebruik voorgesteld om de jaarlijkse rechten afhankelijk te maken van de bandbreedte die wordt ingenomen door de applicatie in kwestie: hoe meer bandbreedte wordt bezet, hoe hoger

encourage l'utilisation de nouvelles technologies faisant un usage parcimonieux du spectre et occupant peu de place.

Il est également proposé que les droits annuels des faisceaux hertziens soient diminués de 20 % en moyenne. L'usage qui en est fait sera plus important, entre autres comme capacité "backhaul" pour l'accueil du trafic de données mobiles.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi du 10 juillet 2012 portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques l'arrêté royal du 26 février 2010 relatif au transfert de droits d'utilisation pour des radiofréquences utilisées entièrement ou partiellement pour des services de communications électroniques offerts au public sera adapté.

En exécution de la décision 626/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2008 concernant la sélection et l'autorisation de systèmes fournissant des services mobiles par satellite (MSS), un arrêté royal relatif aux systèmes fournissant des services mobiles par satellite a été soumis au second semestre de l'année 2012 aux entités fédérées. Il sera adopté en 2013.

Deux décisions de la Commission européenne seront également mises en œuvre par arrêté royal. Tout d'abord, la décision de la Commission du 7 avril 2008 sur l'harmonisation des conditions d'utilisation du spectre radioélectrique pour le fonctionnement des services de communications mobiles à bord des aéronefs (services MCA) dans la Communauté. Ensuite la Décision de la Commission du 19 mars 2010 relative à l'harmonisation des conditions d'utilisation du spectre radioélectrique pour les services de communications mobiles à bord des navires (services MCV) dans l'Union européenne.

Dans les faits, les services MCA sont déjà autorisés depuis plusieurs années par l'IBPT sur base d'une procédure provisoire. Il n'y a pas encore eu de demande pour les services MCV.

4.1.4. La sécurité des réseaux

Pour les infrastructures critiques de communications électroniques visées par la loi du 1^{er} juillet 2011 relative à la sécurité et la protection des infrastructures critiques, un arrêté royal sera établi pour déterminer le contenu du plan de sécurité. Ce plan comporte des mesures matérielles et organisationnelles internes que l'exploitant doit respecter afin de prévenir, atténuer et

het recht. Daardoor wordt het gebruik aangemoedigd van nieuwe technologieën die zuiniger omspringen met het spectrum en weinig plaats innemen.

Er wordt ook voorgesteld om de jaarlijkse rechten voor straalverbindingen met gemiddeld 20 % te verlagen. Het gebruik ervan zal toenemen, onder andere als "backhaul"-capaciteit voor de opvang van het mobiele dataverkeer.

In het kader van de toepassing van de wet van 10 juli 2012 houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie zal het koninklijk besluit van 26 februari 2010 betreffende de overdracht van gebruiksrechten voor radiofrequenties die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden voor elektronische-communicatiediensten die aan het publiek worden aangeboden worden aangepast.

Ter uitvoering van Beschikking nr. 626/2008/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 2008 inzake de selectie en machtiging van systemen die mobiele satellietdiensten (MSS) leveren, werd in de tweede helft van 2012 een koninklijk besluit betreffende systemen die mobiele satellietdiensten leveren, aan de deelstaten voorgelegd. Het zal worden aangenomen in 2013.

Twee besluiten van de Europese Commissie zullen eveneens via koninklijk besluit worden ten uitvoer gelegd. Allereerst de beschikking van de Commissie van 7 april 2008 betreffende geharmoniseerde spectrumgebruiksvoorwaarden voor mobiele communicatiediensten aan boord van vliegtuigen (MCA-diensten) in de Gemeenschap. Vervolgens het Besluit van de Commissie van 19 maart 2010 betreffende de harmonisatie van de voorwaarden inzake het gebruik van radiospectrum voor mobiele communicatiediensten aan boord van vaartuigen (MCV-diensten) in de Europese Unie.

In werkelijkheid zijn MCA-diensten reeds verscheidene jaren door het BIPT toegestaan op basis van een voorlopige procedure. Er is nog geen aanvraag geweest voor MCV-diensten.

4.1.4. De veiligheid van de netwerken

Voor de kritieke infrastructuur inzake elektronische communicatie bedoeld in de wet van 1 juli 2011 betreffende de veiligheid en bescherming van kritieke infrastructuur zal er een koninklijk besluit worden opgesteld om de inhoud te bepalen van het veiligheidsplan. Dat plan omvat interne materiële en organisatorische maatregelen die de exploitant moet naleven om de gevaren

neutraliser les risques d'interruption du fonctionnement ou de destruction de son infrastructure

En matière de levée des dérangements et en matière de priorité d'accès, la liste des utilisateurs prioritaires autres que ceux déjà prévus par la loi sera établie par arrêté royal.

Enfin, les conditions et modalités des mesures à prendre par les opérateurs de réseaux pour assurer l'intégrité du réseau, la continuité des services et la disponibilité des services téléphoniques en cas de force majeure, seront fixées par arrêté royal.

4.1.5. Les services d'urgence

En ce qui concerne l'accessibilité des services d'urgence par SMS envoyés par des personnes sourdes, malentendantes ou souffrant d'un handicap ne leur permettant pas de les joindre par appel vocal, une concertation sera organisée par l'IBPT avec les services d'urgence offrant de l'aide sur place pour la mise en œuvre technique de cette accessibilité. La solution technique à appliquer par les opérateurs sera fixée par arrêté ministériel, sur proposition de l'IBPT.

Les projets d'arrêtés royaux permettant le fonctionnement du fonds pour les services d'urgence ont fait l'objet d'une consultation publique en 2011. Ces arrêtés seront adoptés en 2013.

4.1.6. Le service universel

Une réflexion en profondeur sera menée quant à la modernisation et la dynamisation du service universel, dans le but de l'adapter aux besoins des utilisateurs.

Un document contenant une analyse des besoins de la population en matière d'annuaires et de services de renseignements, au vu notamment des récentes évolutions techniques, sera prochainement mis en consultation.

Pour ce qui est de l'accès au réseau fixe et à des services fixes de base (composante géographique du service universel), une cartographie précise de la Belgique sera établie afin de déterminer le niveau actuel de couverture du territoire que ce soit par des réseaux fixes (câbles ou ADSL) ou mobiles. En fonction de cet élément, un arrêté royal, sur proposition de l'IBPT, fixera

pour onderbreking van de werking of vernietiging van zijn infrastructuur te voorkomen, te verzachten en te neutraliseren.

Inzake opheffing van storingen en inzake prioriteit van toegang zullen er koninklijk besluiten worden opgesteld om de lijst te bepalen van de andere prioritaire gebruikers dan diegenen die al wettelijk zijn bepaald.

Ten slotte zullen bij koninklijk besluit de voorwaarden en nadere regels worden bepaald van de maatregelen die de netwerkoperatoren moeten nemen ten behoeve van de integriteit van het netwerk, de continuïteit van de diensten en de beschikbaarheid van de telefoondiensten in geval van overmacht.

4.1.5. De nooddiensten

Wat betreft de toegankelijkheid van de nooddiensten via sms'en verzonden door doven, slechthorenden of personen met een handicap die hen belet om deze diensten via een spraakroep te bereiken, zal het BIPT overleg organiseren met de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, voor de technische uitvoering van deze toegankelijkheid. De technische oplossing die door de operatoren moet worden toegepast, zal worden vastgesteld bij ministerieel besluit, op voorstel van het BIPT.

De verschillende maatregelen die de werking van het fonds voor de nooddiensten mogelijk maken, hebben het voorwerp uitgemaakt van een openbare raadpleging in 2011 in de vorm van ontwerpen van koninklijk besluit. Deze besluiten zullen worden aangenomen in 2013.

4.1.6. De universele dienst

Er zal grondig denkwerk worden verricht over de modernisering en dynamisering van de universele dienst, met als doel deze aan de behoeften van de gebruikers aan te passen.

Wat de telefoongidsen of inlichtingendiensten betreft, zal aldus binnenkort een document voor raadpleging worden voorgelegd dat een nauwkeurige analyse bevat van de behoeften van de bevolking op dat stuk, met name gelet op de recente technische ontwikkelingen.

Wat betreft de toegang tot het vaste netwerk en tot de vaste basisdiensten (geografisch element van de universele dienst) zal België nauwkeurig in kaart worden gebracht om het huidige territoriale dekkingsniveau door vaste netwerken (kabel of ADSL) alsook door mobiele netwerken te bepalen. Op basis van dat element zal op voorstel van het BIPT een koninklijk besluit het niveau

le niveau de l'accès fonctionnel à Internet. L'objectif est d'en réduire au maximum le coût de fourniture, par exemple en permettant que l'accès fonctionnel à Internet soit mis à disposition par des technologies différentes selon la localisation géographique du demandeur.

En ce qui concerne les tarifs sociaux, un arrêté royal sera publié afin de permettre aux opérateurs qui n'ont pas l'obligation de fournir cette prestation de service universel d'effectivement l'octroyer. Un autre arrêté royal réglera la question des bénéficiaires d'un tarif social qui sont abonnés auprès d'un opérateur qui a décidé de ne pas poursuivre la fourniture de ces tarifs sociaux. Deux autres arrêtés royaux permettront le remboursement par les opérateurs des frais encourus par l'IBPT en matière d'investissement et d'entretien des bases de données intervenus après le 31 décembre 2006. La loi du 10 juillet 2012 a introduit dans la loi sur les télécommunications du 13 juin 2005 une série de nouvelles dispositions en matière de calcul des tarifs sociaux, l'IBPT devant tenir compte, dans le calcul des coûts nets, de tous les avantages immatériels possibles. S'il subsistait néanmoins encore un coût net, l'Institut doit vérifier complémentirement si celui-ci constitue réellement une charge injustifiée pour le prestataire des tarifs sociaux.

4.2 Services postaux

La libéralisation du marché postal belge est devenue réalité au 1^{er} janvier 2011 suite à la loi du 13 décembre 2010 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, modifiant la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification.

La loi du 13 décembre 2010 prévoit un certain nombre de consentements royaux pour exécuter les dispositions relatives notamment à:

- l'évolution des prix du panier des petits utilisateurs en tenant compte de la norme de qualité;
- le calcul du coût du service universel;
- règles spécifiques concernant les envois recommandés et la procédure d'envois non-distribuables.

van de functionele internettoegang vaststellen. Het doel bestaat erin de kosten van de verstrekking zoveel mogelijk te verminderen, bijvoorbeeld door toe te staan dat de functionele internettoegang beschikbaar wordt gesteld via verschillende technologieën, afhankelijk van de geografische locatie van de aanvrager.

In verband met de sociale tarieven zal een koninklijk besluit worden bekendgemaakt om de operatoren die niet verplicht zijn om deze universeledienstverrichting te verstrekken, in staat te stellen om dit toch te doen. In een ander koninklijk besluit zal de kwestie worden geregeld van de begunstigten van een sociaal tarief die abonnee zijn bij een operator die beslist heeft om deze sociale tarieven niet langer te verstrekken. Twee andere koninklijke besluiten zullen toestaan dat het BIPT door de operatoren wordt terugbetaald voor de investerings- en onderhoudskosten in verband met de databanken van na 31 december 2006. Met de wet van 10 juli 2012 werden in de telecomwet van 13 juni 2005 enkele nieuwe bepalingen ingevoerd inzake de berekening van de sociale tarieven, waarbij het BIPT bij de berekening van de nettokosten dient rekening te houden met alle mogelijke immateriële voordelen. Indien er dan nog een nettokost zou zijn, dient het Instituut bijkomend na te gaan of dit wel een onredelijke last betekent voor de aanbieder van de sociale tarieven.

4.2 Postdiensten

Met de wet van 13 december 2010 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten, werd de liberalisering van de Belgische postmarkt op 1 januari 2011 een feit.

De wet van 13 december 2010 voorziet in een aantal koninklijke machtigingen voor het uitvoeren van de bepalingen inzake aangelegenheden als:

- de prijsevolutie van het kleingebruikerpakket rekening houdende met de kwaliteitsnorm;
- de berekening van de kost van de universele dienst;
- specifieke regels inzake aangetekende zendingen en de procedure voor de onbestelbare stukken.

Ces arrêtés d'exécution seront promulgués en priorité étant donné que leur entrée en vigueur est urgente afin de garantir un service universel abordable dans un marché libéralisé.

La loi du 13 décembre 2010 prévoit également que le Roi peut définir les caractéristiques des envois qui ne relèvent pas du service universel. L'opportunité d'un tel arrêté d'exécution sera examinée.

Les arrêtés royaux qui ne trouvent pas leur fondement dans la loi précitée du 13 décembre 2010 mais qui sont néanmoins nécessaires pour garantir un service de qualité feront également l'objet en 2013. Il s'agit de:

- l'arrêt des prestations du service universel: définition d'interruptions/d'arrêts qui ont un impact considérable sur la qualité;
- la responsabilité extracontractuelle de bpost;
- le transport postal de matières dangereuses;
- le Comité consultatif pour les services postaux (composition).

Au cours de cet exercice, il sera notamment examiné dans quelle mesure des arrêtés royaux existants doivent être adaptés au cadre légal modifié et si ceux-ci disposent alors encore d'une base légale suffisante.

Parallèlement à l'élaboration des arrêtés d'exécution, le Titre IV de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques sera également examiné de plus près, il sera vérifié si afin d'établir si la loi nécessite d'autres adaptations pour être conforme à la directive postale européenne (en particulier l'existence d'un consentement royal pour les arrêtés d'exécution). Le cas échéant, il sera proposé de procéder à une modification de loi.

5. Mer du Nord

Une approche intégrée laissant suffisamment de marge pour les activités existantes et futures est assurée en définissant, dans le plan d'aménagement des espaces marins pour la partie belge de la mer du nord, une vision claire sur les aspects spatiaux de toutes les activités en mer. Cet aménagement spatial revêt un caractère coordonnateur et vise à soutenir, avec les intéressés, l'ensemble des domaines politiques et services

Deze uitvoeringsbesluiten zullen bij voorrang uitgevoerd worden gezien de inwerkingtreding ervan dringend is om een betaalbare universele dienstverlening te vrijwaren in een geliberaliseerde markt.

De wet van 13 december 2010 bepaalt tevens dat de Koning de karakteristieken van zendingen die niet onder de universele dienst vallen kan preciseren. De opportuniteit van een dergelijk uitvoeringsbesluit zal nagegaan worden.

Koninklijke besluiten die niet hun grondslag vinden in voormelde wet van 13 december 2010 maar die desalniettemin noodzakelijk zijn voor een kwalitatieve dienstverlening zullen eveneens in 2013 behandeld worden. Het gaat hierbij om:

- de stopzetting van de universele dienst: definiëring van onderbrekingen/stopzettingen die een substantiële weerslag hebben op de kwaliteit;
- de extracontractuele aansprakelijkheid van bpost;
- het postaal transport van gevaarlijke stoffen;
- het Raadgevend Comité van de postdiensten (samenstelling).

Tijdens deze oefening zal onder meer ook nagegaan worden in welke mate bestaande koninklijke besluiten aan het gewijzigde wettelijke kader dienen aangepast te worden en of deze nog over een voldoende wettelijke basis beschikken.

Parallel met de uitwerking van de uitvoeringsbesluiten zal ook Titel IV van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven tegen het licht gehouden worden. Hierbij zal in het bijzonder, naast de controle van de aanwezigheid van een koninklijke machtiging voor de bestaande uitvoeringsbesluiten, nagegaan worden of de wet nog verdere aanpassingen behoeft om conform te zijn met de Europese postrichtlijn. Desgevallend zal voorgesteld worden een wetswijziging door te voeren.

5. Noordzee

Een geïntegreerde aanpak met ruimte voor bestaande en toekomstige activiteiten wordt verzekerd door voor de ruimtelijke aspecten van alle activiteiten op zee een duidelijke visie, doelstellingen en maatregelen vast te leggen in een marien ruimtelijk plan voor het Belgische deel van de Noordzee. Deze ruimtelijke planning heeft een coördinerend karakter en is erop gericht om alle bevoegde beleidsdomeinen en overheidsdiensten sa-

publics compétents lors du déploiement ultérieur d'activités en mer du nord. Ce plan verra le jour en suivant une procédure transparente établie en 2012. Dans ce cadre, une large consultation sera organisée et l'impact environnemental du plan sera identifié. L'ensemble de l'exercice aboutira cette année à un plan contraignant d'aménagement des espaces marins, fixé par arrêté royal. À cet égard, on tiendra compte de nouvelles utilisations telles que le stockage d'énergie en mer, le développement de l'aquaculture intégrée dans les zones à éoliennes, l'emplacement pour l'aménagement d'une prise de courant en mer, les nouvelles méthodes de protection côtière, les mesures environnementales effectives prises dans la zone des "*Vlaamse Banken*" et une évaluation des routes maritimes. Ces activités seront examinées lors de la rédaction du plan d'aménagement des espaces marins. En ce qui concerne l'extraction de sable, on examinera si l'exploitation peut être optimisée. Le volume total de sable pouvant être extrait, n'augmentera pas.

La politique environnementale marine sera intégrée dans la vision globale d'aménagement de l'espace en mer du nord. La Directive cadre européenne Stratégie marine constitue la référence pour la "bonne situation environnementale" de notre mer du nord. Maintenant que les objectifs y afférents sont fixés, on prépare la rédaction d'un programme de monitoring intégré. Dans ce cadre, en 2013, on dressera l'inventaire de toutes les activités de monitoring existantes afin de suivre le plus efficacement possible la situation environnementale de nos eaux. Afin d'atteindre la bonne situation environnementale, des mesures spécifiques seront élaborées pour la nouvelle zone marine protégée "*de Vlaamse Banken*", sur la base des objectifs de préservation des habitats et des espèces pour lesquels cette zone a reçu un statut de protection. Dans la zone des parcs éoliens, une série d'expériences scientifiques seront lancées afin d'examiner comment certaines interventions spécifiques peuvent contribuer à l'amélioration de l'environnement, à l'accroissement de la biodiversité et à l'amélioration/au rétablissement des écosystèmes.

Enfin, en 2013, les indicateurs de la bonne situation environnementale seront intégrés dans la réglementation en matière de permis (environnementaux) et d'autorisations en mer. On continuera à investir dans la lutte contre la pollution en mer en veillant à ce que la capacité d'intervention soit opérationnelle et puisse être élargie au besoin.

La législation maritime sera également mise à jour sur la base des travaux réalisés en la matière et des règles internationales, notamment en matière de sécurité. La Belgique a par ailleurs besoin d'une politique maritime

men met de belanghebbenden te ondersteunen in de verdere ontplooiing van activiteiten op de Noordzee. Dit plan zal tot stand komen door het volgen van een duidelijke procedure die in 2012 werd opgesteld. Hierdoor zal een ruime consultatieronde plaatsvinden en zullen de milieu-effecten van het plan in kaart worden gebracht. De hele oefening zal dit jaar uitmonden in een bindend marien ruimtelijk plan, vastgelegd per koninklijk besluit. Bij de vaststelling zal rekening gehouden worden met nieuwe gebruiken zoals energie-opslag op zee, de ontwikkeling van geïntegreerde aquacultuur in de windmolengebieden, de locatie voor de aanleg van een stopcontact op zee, nieuwe kustverdedigingsmethoden, effectieve milieubeschermingsmaatregelen in het gebied de Vlaamse Banken en een evaluatie van de scheepvaartroutes. Deze activiteiten zullen onderzocht worden op bij het opstellen van dit marien ruimtelijk plan. Wat zandontginning betreft zal onderzocht worden of de exploitatie kan geoptimaliseerd worden. De totale hoeveelheid zand die kan ontgonnen worden wordt hierbij niet verhoogd.

Het marien milieubeleid krijgt een plaats binnen de globale ruimtelijke visie van de Noordzee. De Europese Kaderrichtlijn Mariene Strategie vormt de baseline voor de zogenaamde 'goede milieutoestand' van onze Noordzee. Nu de doelstellingen hiervoor vastliggen, wordt gewerkt aan het opstellen van een geïntegreerd monitoringsprogramma. Hiervoor wordt in 2013 een overzicht gemaakt van alle bestaande monitoringsactiviteiten om de milieutoestand van onze wateren zo efficiënt mogelijk op te volgen. Om de goede milieutoestand te halen zullen specifieke maatregelen voor het nieuwe mariene beschermde gebied "de Vlaamse Banken" uitgewerkt worden, op basis van de instandhoudingsdoelstellingen voor de habitats en soorten waarvoor dit gebied een beschermingsstatus kreeg. In het gebied van de windmolenparken zullen enkele wetenschappelijke experimenten van start gaan om na te gaan hoe specifieke ingrepen kunnen bijdragen tot een verbetering van het leefmilieu, een verhoging van de biodiversiteit en een verbetering/herstel van ecosystemen.

Tot slot zullen in 2013 de indicatoren van de goede milieutoestand geïntegreerd worden in de regelgeving inzake (milieu)vergunningen en machtigingen op zee. Er wordt verder geïnvesteerd in de pollutiebestrijding op zee door de capaciteit voor interventies paraat te houden en uit te breiden waar nodig.

De maritieme wetgeving zal eveneens worden bijgewerkt, op basis van de werkzaamheden die ter zake al werden uitgevoerd en de internationale regels, in het bijzonder met betrekking tot de veiligheid. België heeft

intégrée multidisciplinaire concrète (PMI) [*Integrated Maritime Policy (IMP)*] afin de pouvoir s'inscrire, en termes stratégiques, dans la prise de conscience universelle sans cesse croissante de l'énorme potentiel offert par les mers et les océans. Afin de prévoir une structure durable pour le développement et le contrôle d'une PMI, un Comité interministériel pour les Affaires maritimes sera mis sur pied.

Outre la mise en œuvre des règles européennes récentes, des efforts seront fournis pour favoriser le bon déroulement d'une série de développements internationaux en matière de protection de l'environnement marin. La Belgique continuera de jouer un rôle essentiel dans ces forums multilatéraux.

Enfin, les travaux en matière de modernisation et de codification du droit maritime belge seront également suivis et poursuivis.

*Le vice-premier ministre et ministre de l'Économie,
des Consommateurs et de la Mer du Nord,*

Johan VANDE LANOTTE

verder nood aan een uitgewerkt concreet multidisciplinair geïntegreerd maritiem beleid (IMB) [*Integrated Maritime Policy (IMP)*] om zich te kunnen beleidsmatig inpassen in het wereldwijde toenemende besef van het enorme potentieel aan mogelijkheden die de zeeën en de oceanen te bieden hebben. Om te voorzien in een duurzame structuur voor het ontwikkelen en bewaken van een IMB zal een Interministerieel Comité voor Maritieme Zaken opgericht worden.

Naast de uitvoering van recente Europese regels, zullen inspanningen gedaan worden voor de goede vooruitgang van een reeks internationale ontwikkelingen inzake mariene milieubescherming. Op deze multilaterale fora zal België zijn essentiële rol blijven spelen.

Tot slot worden ook de werkzaamheden inzake de modernisatie en codificatie van het Belgisch maritiem recht opgevolgd en verder gezet.

*De vice-eersteminister en minister van Economie,
Consumenten en Noordzee,*

Johan VANDE LANOTTE